

EUROBAROMETRE 70.1

L'OPINION PUBLIQUE DANS L'UNION EUROPEENNE

AUTOMNE 2008

RAPPORT NATIONAL

LUXEMBOURG

Sondage commandité et coordonné par la Direction générale Communication.

Ce rapport a été réalisé pour la Représentation de la Commission européenne au Luxembourg.

Le présent document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne.
Les interprétations et les opinions qu'il contient n'engagent que leurs auteurs.

Eurobaromètre 70.1 - Edition standard – Automne 2008

La perception des politiques de l'UE

L'opinion des habitants du Luxembourg

Etude réalisée pour le compte de la
Représentation de la Commission européenne
au Luxembourg

Ce document ne reflète pas les points de vue de la Commission européenne
Toutes interprétations ou opinions exprimées dans ce rapport
sont celles de l'auteur

23 janvier 2009

Représentation de la Commission européenne au Luxembourg
Maison de l'Europe
7 rue Marché aux Herbes L-2920 Luxembourg
Tél. 4301 32925
E-mail : comm-rep-lux@ec.europa.eu

Sondage Eurobaromètre au Luxembourg

Pessimisme plus accentué à l'égard de la situation économique du Luxembourg et de l'UE

L'inflation reste le principal problème national

L'inflation constitue le problème national le plus important dans l'opinion des personnes interrogées (49%), une augmentation de 6 points depuis le sondage Eurobaromètre de printemps 2008. Viennent ensuite la situation économique (30%), le logement (27%), le chômage (20%, en baisse de 4 points par rapport au printemps 2008), suivis par le système éducatif (19%), l'insécurité (11%) et l'immigration (8%).

Le sondage Eurobaromètre 70.1 a été réalisé par la Commission européenne à l'automne 2008 dans, au total, 31 pays ou territoires: les 27 Etats membres, les trois pays candidats (Croatie, Turquie et Anc. Rép. yougoslave de Macédoine) et le territoire de la Communauté chypriote turque. Il fait le point sur la vie des citoyens et la perception que ceux-ci en ont. Sont analysées également l'image de l'Union européenne et la confiance dans les institutions politiques nationales et européennes.

L'échantillon des sondages Eurobaromètre est d'environ 1.000 personnes par Etat membre. Le Luxembourg fait exception avec un échantillon composé de 500 personnes pour l'EB 70.1 représentatives de la population du Luxembourg (73% de personnes de nationalité luxembourgeoise et 27% de ressortissants des autres Etats membres de l'UE). Dans son commentaire, le rapport spécial, élaboré pour le compte de la Représentation de la Commission européenne au Luxembourg, se réfère donc aux habitants ou résidents du Luxembourg, entité plus large que les seuls citoyens de nationalité luxembourgeoise.

Satisfaction de la vie menée et attentes à l'égard de la prochaine année

Les habitants du Luxembourg sont à 90% satisfaits de la vie qu'ils mènent. La plupart des habitants (53%) ne s'attendent pas à ce que leur situation personnelle change au cours de l'année à venir mais, d'une façon générale, 23% des résidents au Luxembourg s'attendent à une amélioration de leur situation personnelle. Quant aux attentes concernant la situation économique, nous observons un pessimisme plus accentué par rapport au printemps 2008. 54% des sondés (49% au printemps 2008; 39% au printemps 2007) sont pessimistes à l'égard du futur de la situation économique du Luxembourg, 21% (16% au printemps 2008, 8% en 2007) à l'égard de la situation financière de leur ménage et 60% (47% au printemps 2008, 36% en 2007) sont soucieux du futur de la situation économique dans l'Union européenne

La confiance accordée aux institutions et à l'Union européenne

La confiance des habitants du Luxembourg dans les institutions nationales reste élevée. Le degré de confiance est de 60% pour le Gouvernement et de 56% pour la Chambre des Députés. Parallèlement, 47% des sondés affirment avoir plutôt confiance en l'UE (55% au printemps 2008; 62% au printemps 2007). Les institutions européennes ont une notoriété élevée qui est supérieure au Luxembourg qu'au niveau communautaire. Le Parlement européen et la Banque centrale européenne bénéficient d'une confiance de la majorité (resp. 64% et 60%) des sondés, suivi par la Commission européenne (57%) et du Conseil de l'Union européenne (49%).

La perception de l'Union européenne

À 71% (73% au printemps 2008; 82% à l'automne 2007), une majorité sensible des répondants du Luxembourg juge que l'appartenance du Luxembourg à l'Union européenne est une bonne chose, parallèlement, 68% estiment qu'elle est bénéfique. L'Union européenne, qui évoque pour 46% (53% au printemps 2008) des sondés du Luxembourg une image positive, représente pour une majorité des sondés la liberté de voyager, étudier et de travailler partout dans l'Union européenne.

Actions futures de l'Union européenne

Pour les habitants du Luxembourg, les actions futures de l'UE devraient être intensifiées dans les domaines suivants : le marché intérieur (28% ; UE : 18%), l'immigration (28%; UE : 29%), les questions énergétiques et les questions environnementales (27%; UE : resp. 30% et 27%), la politique étrangère européenne (27%; UE : 16%), la lutte contre l'insécurité (25%, UE : 29%), ainsi que les questions sociales (21%, UE : 27%).

Sommaire

Sondage Eurobaromètre au Luxembourg	3
Eurobaromètre, des sondages réguliers	6
Répartition sociodémographique de l'échantillon au Luxembourg ..	7
I. Aperçu de l'opinion	8
I.1. Vie et situation personnelle.....	8
I.2. Les attentes pour l'avenir	10
I.3. La perception des résidents du Luxembourg dans certains domaines	11
I.4. La qualité de vie.....	17
I.5. Les inquiétudes des citoyens	18
I.6. L'évolution générale du pays et de l'UE.....	20
II. La perception de l'Union européenne	22
II.1. Les bénéfices tirés de l'appartenance à l'Union européenne.....	22
II.2. L'image de l'Union européenne	24
II.3. La représentation de l'Union européenne	25
II.4. Les actions futures de l'Union européenne.....	26
III. La confiance accordée aux institutions et à l'Union européenne	28
III.1. Les institutions nationales, internationales et l'Union Européenne	28
III. 2. Les institutions européennes	32
IV. Thèmes politiques	33
IV.1. Le budget de l'Union européenne	33
IV.2. La construction européenne.....	36
EUROBAROMETRE 70.1	39

Eurobaromètre, des sondages réguliers

Un échantillon de 500 personnes au Luxembourg tenant compte de la diversité démographique

Les sondages Eurobaromètre sont effectués deux fois par an, au printemps et en automne, depuis 1973, pour le compte de la Direction générale Communication de la Commission européenne. Le présent Eurobaromètre 70.1 a été effectué au Luxembourg entre le 6 octobre et le 6 novembre 2008.

Une même série de questions est soumise à des échantillons représentatifs de la population âgée de quinze ans et plus dans chaque pays. L'échantillon des sondages Eurobaromètre est de +/- 1.000 personnes par Etat membre. Le Luxembourg fait exception avec un échantillon pondéré composé de 500 personnes pour l'EB 70.1, dont 73% sont de nationalité luxembourgeoise et 27% des ressortissants des autres Etats membres de l'UE.

Vu la part très élevée de ressortissants étrangers, le présent rapport doit tenir compte de cette particularité du Luxembourg en se référant, dans son commentaire, aux résidents ou habitants du Luxembourg, entité plus large que les seuls citoyens de nationalité luxembourgeoise et qui comprend donc tous les citoyens originaires des Etats membres de l'Union européenne.

Le Luxembourg continue d'avoir une croissance économique annuelle supérieure à 3% malgré un contexte international défavorable. Le présent sondage a été réalisé près de sept mois avant les élections législatives et européennes de juin 2009 ; il est donc pertinent d'analyser l'état de l'opinion publique sous cet angle, plus précisément les questions relatives à la situation personnelle, aux attentes pour l'avenir au niveau personnel et à l'évaluation de la situation au niveau national ainsi que la qualité de vie sur fond de crise économique mondiale.

La première partie présente un aperçu de la vie et de la situation personnelle des résidents du Luxembourg. Y sont notamment traitées leur satisfaction, leurs attentes, leur perception dans certains domaines tels que, par exemple, la situation de l'économie, de l'emploi, des prix de l'énergie ou la qualité de vie au Luxembourg ainsi que leurs inquiétudes.

La deuxième partie analyse l'attitude générale par rapport à l'appartenance à l'Union européenne et le bénéfice qui en est tiré. Sont abordées également l'image de l'Union européenne et la représentation de celle-ci. La troisième partie analyse la confiance que les résidents du Luxembourg accordent aux institutions nationales et européennes.

Enfin la quatrième partie aborde des thèmes plus politiques, à savoir le budget de l'Union européenne et la construction de l'Union européenne.

Les chiffres mentionnés dans le présent rapport pour l'Union européenne se réfèrent aux résultats relevés auprès des citoyens de l'UE-27. Le rapport de l'Eurobaromètre 70.1, couvrant plus spécialement le Luxembourg, a été élaboré par TNS ILRES Luxembourg.

Le rapport global ainsi que les rapports sur les autres Etats membres sont disponibles sur le site Internet de la Commission européenne: http://ec.europa.eu/comm/public_opinion/

Répartition sociodémographique de l'échantillon au Luxembourg

L'échantillon luxembourgeois pour le présent sondage est composé de 500 personnes, dont 73% sont de nationalité luxembourgeoise. Les ressortissants de tous les autres Etats membres faisant partie de l'échantillon luxembourgeois se répartissent comme suit:

BE	Belgique	1%
DE	Allemagne	2%
FR	France	3%
IT	Italie	3%
PT	Portugal	15%
autres	autres citoyens issus de l'UE	3%
total		27%

Répartition par sexe

Hommes	49%
Femmes	51%

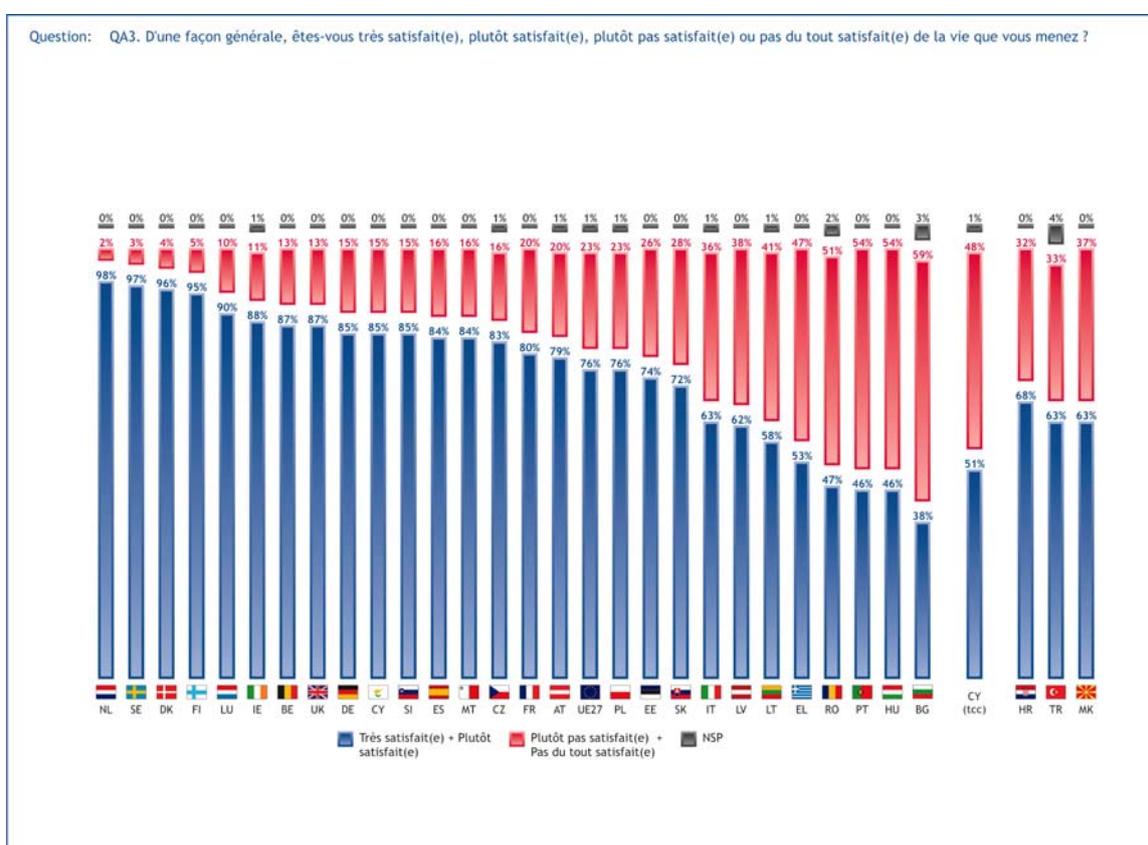
Répartition par classe d'âge

15-24 ans	14%
25-39 ans	28%
40-54 ans	28%
+ 55 ans	30%

I. Aperçu de l'opinion

La première partie analyse le contexte dans lequel les opinions des habitants évoluent. Sont abordés la satisfaction personnelle de la vie menée par les habitants, leurs attentes pour l'avenir et l'évaluation de la situation économique nationale et leur appréciation de la qualité de vie. Les résidents du Luxembourg sont satisfaits à 90% de la vie qu'ils mènent. La plupart des habitants (54%) déclarent s'attendre à ce que la situation économique du pays soit moins bonne dans l'année qui suit. La tendance pessimiste, sur fond de crise financière est généralisée : 54% des résidents au Luxembourg s'attendent à ce que la situation économique du pays dans l'année à venir soit moins bonne. Néanmoins, on est conscient parmi les sondés du Luxembourg, que la situation économique (à 88%), la qualité de vie (à 82%) ou encore la situation de l'emploi (à 80%) reste meilleure au Luxembourg, que par rapport à celle de la moyenne des pays européens.

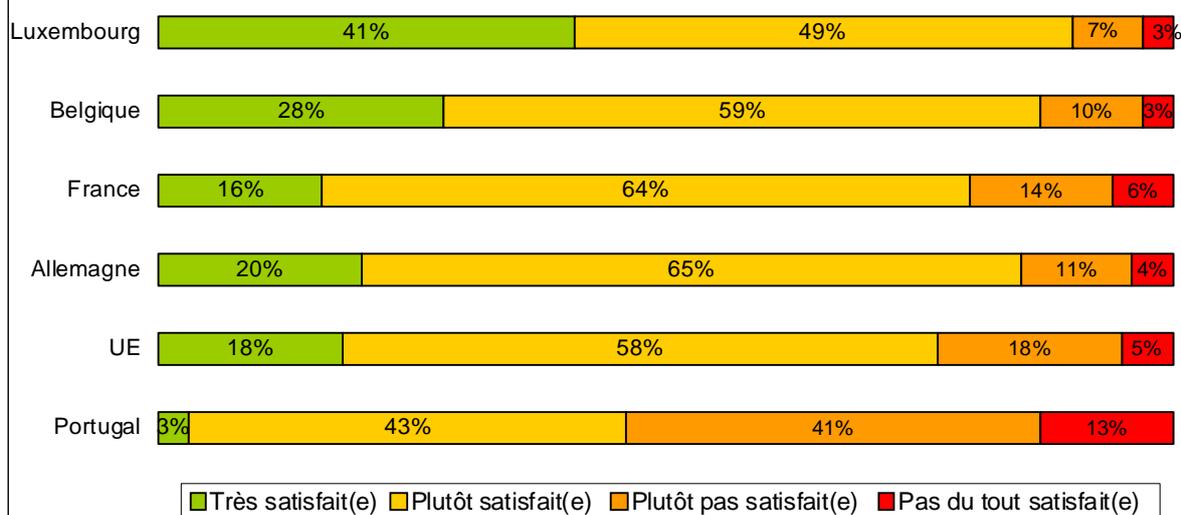
I.1. Vie et situation personnelle



Avec un taux de satisfaction de 90%, le Grand-Duché de Luxembourg se classe en cinquième position des pays possédant les taux de satisfaction les plus élevés quant à la vie menée par les habitants. Il est devancé par les Pays-Bas (98%) et la Suède (97%), suivis du Danemark (96%) et de la Finlande (95%). Le Luxembourg perd ainsi sa troisième place par rapport au printemps 2008 (95%) ; cependant, il est à souligner que la situation luxembourgeoise est caractérisée par une relative stabilité depuis 2006 et qu'elle reste marquée par un taux de satisfaction se situant autour de 90% depuis les années 1980.

Bien qu'une très large majorité exprime sa satisfaction de la vie menée, le taux de satisfaction atteint des niveaux relativement bas en Bulgarie (38%), en Hongrie et au Portugal (ex aequo 46%), et en Roumanie (47%). Il est à noter que le taux de sondés s'étant déclarés plutôt pas satisfaits ou non satisfaits a subi une hausse au Portugal, passant de 48% à 54%, et en Roumanie, passant de 47% à 51%, si l'on compare ces chiffres avec ceux du printemps 2008.

**Satisfaction générale avec la vie menée:
le Luxembourg et ses voisins par rapport à l'UE et au Portugal**

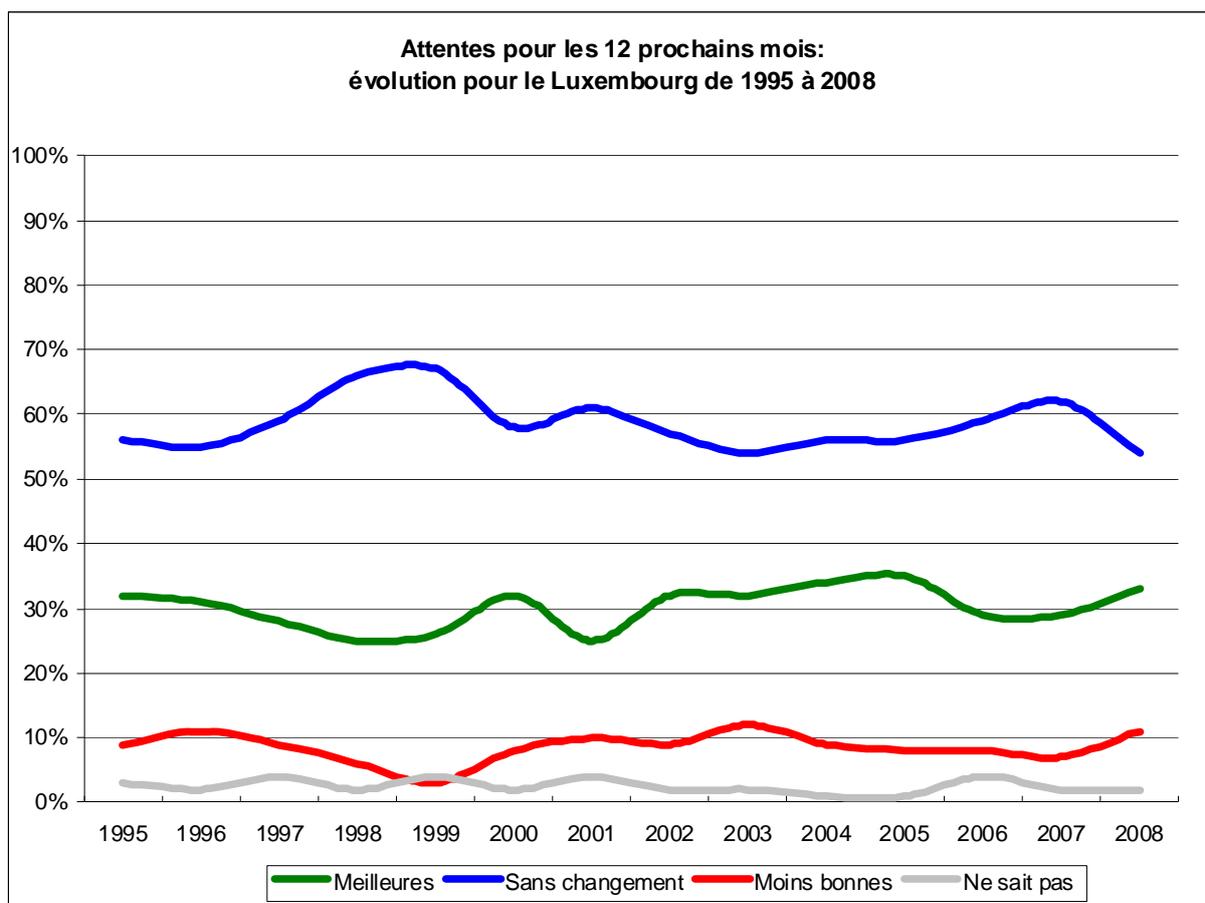


A la question s'ils sont satisfaits ou non de la vie qu'ils mènent, 90% des sondés au Luxembourg déclarent être très (41%) ou plutôt (49%) satisfaits de leur vie (UE : 76%). Soit, une baisse nationale de cinq points si l'on compare ces résultats avec ceux du printemps 2008 où le taux était de 95% de satisfaits. Pour ce qui est des non satisfaits, le taux du Luxembourg et de la Belgique est nettement moins élevé que celui de la moyenne des pays de l'UE : respectivement 10% et 13% contre 23%. Néanmoins, on note une progression de ce chiffre de non satisfaits au Luxembourg, qui, par rapport au printemps 2008, gagne 5 points. Parmi les pays voisins, l'Allemagne et la France sont ceux où le taux d'insatisfaction est le plus élevé : respectivement 15% et 20%, même si ces taux restent en-dessous de la moyenne européenne (23%). En ce qui concerne cette dernière, justement, le taux se maintient entre l'EB 69.2 (22%) et l'EB 70.1 (23%) : on note une petite variation de 1 point.

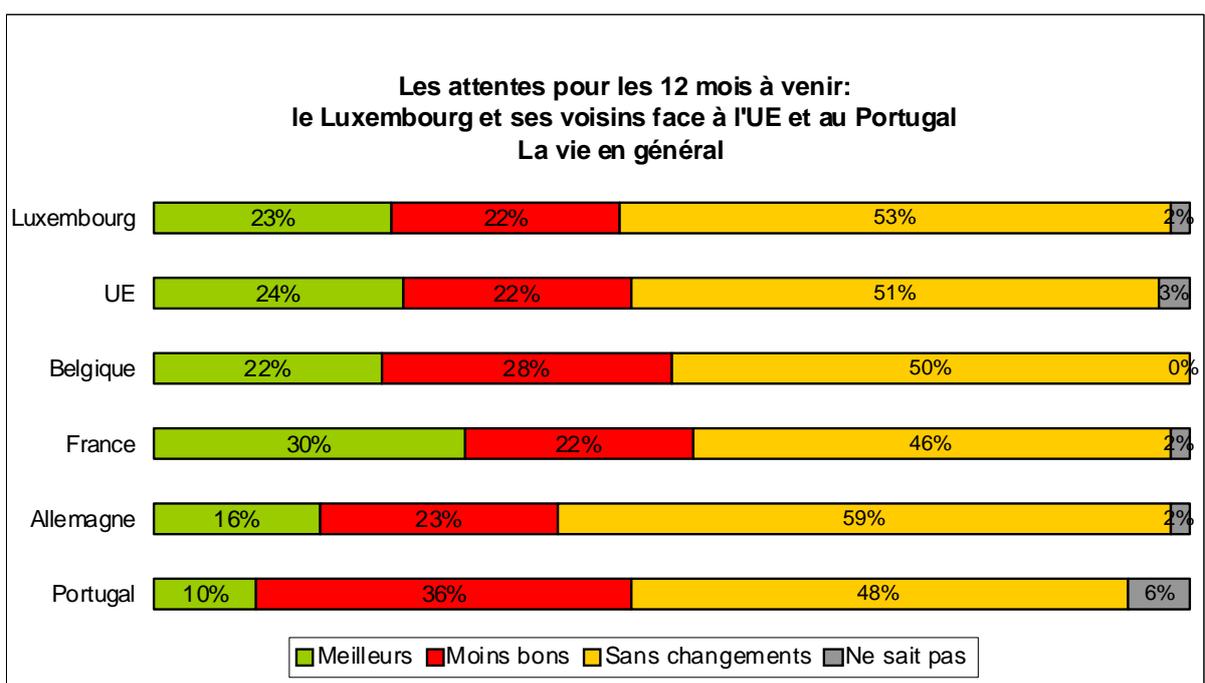
La majorité des sondés pour les pays analysés se situe dans l'appréciation : « plutôt satisfait(e) », surtout en ce qui concerne l'Allemagne (65%) et la France (64%). La Belgique se rapproche davantage de la moyenne UE avec 59% des sondés (UE : 58%). La part des sondés se disant « très satisfait(e) » est nettement plus forte en ce qui concerne le Luxembourg (41%), avec près de 13 points d'avance sur son voisin la Belgique (28%) qui se positionne également nettement au-dessus de la moyenne européenne (18%). Si la France et l'Allemagne se situent autour de cette moyenne européenne avec respectivement 16% et 20% de sondés *très satisfaits*, le Portugal est le pays qui s'en éloigne le plus avec 3% pour cette même réponse, alors que 43% se déclarent *plutôt satisfaits*. Ce pays présente ainsi pour plus de la moitié des sondés (54%), une insatisfaction vis-à-vis de la vie menée. Soit, un taux cinq fois supérieur à celui du Luxembourg (10%), et plus du double par rapport à la moyenne européenne (23%).

Enfin, rappelons que le Luxembourg, par rapport à ses voisins, est le pays qui présente le taux de satisfaction pour la vie menée le plus élevé et où la part des résidents *très satisfaits* est également très élevée, en comparaison avec la moyenne européenne.

I.2. Les attentes pour l'avenir

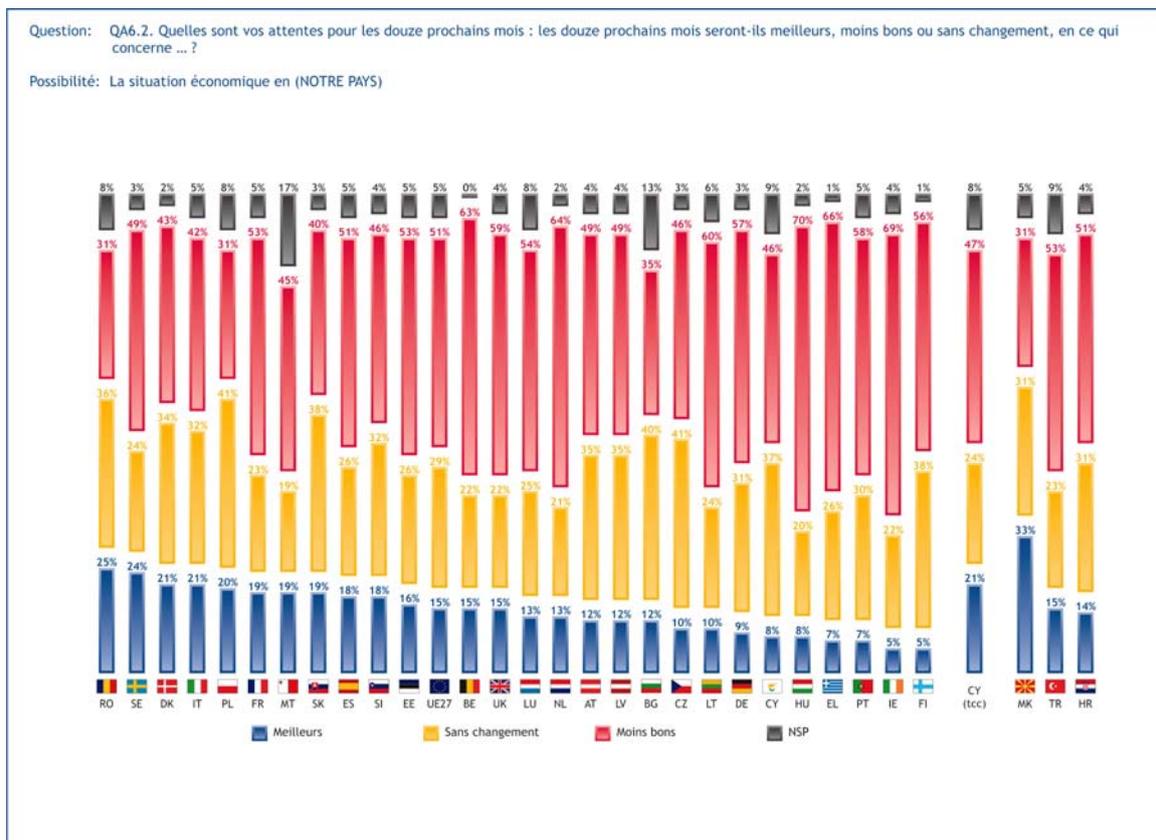


Au Luxembourg, 23% des sondés (UE : 24%) estiment que leur vie va s'améliorer au cours des 12 mois à venir, alors que 22% (UE : 22%) s'attendent à une détérioration et 53% (UE : 51%) estiment qu'il n'y aura pas de changements par rapport à cette année.



Pour ce qui est de l'évolution de leur vie en général, la tendance est donc majoritairement à la stagnation : plus de la moitié des sondés sont de cet avis en Allemagne (59%), en Belgique (50%) et au Luxembourg (53%), la moyenne UE étant de 51%. En dessous de cette moyenne se situent les Français et les Portugais qui, respectivement estiment à 46% et à 48% que la situation va stagner. Par rapport à une moyenne européenne de 24% en ce qui concerne le taux de sondés plus optimistes, le Luxembourg (23%) et la Belgique (22%) s'en approchent, ensuite, avec 8 points de moins vient l'Allemagne, suivie plus loin du Portugal (10%). Notons que le pays qui détient un pourcentage plus élevé de sondés optimistes est la France : avec un taux atteignant les 30%. Par rapport au Luxembourg et à ses voisins, les Portugais sont plus pessimistes pour l'année à venir, 36% estimant que leur vie en général sera moins bonne.

I.3. La perception des résidents du Luxembourg dans certains domaines

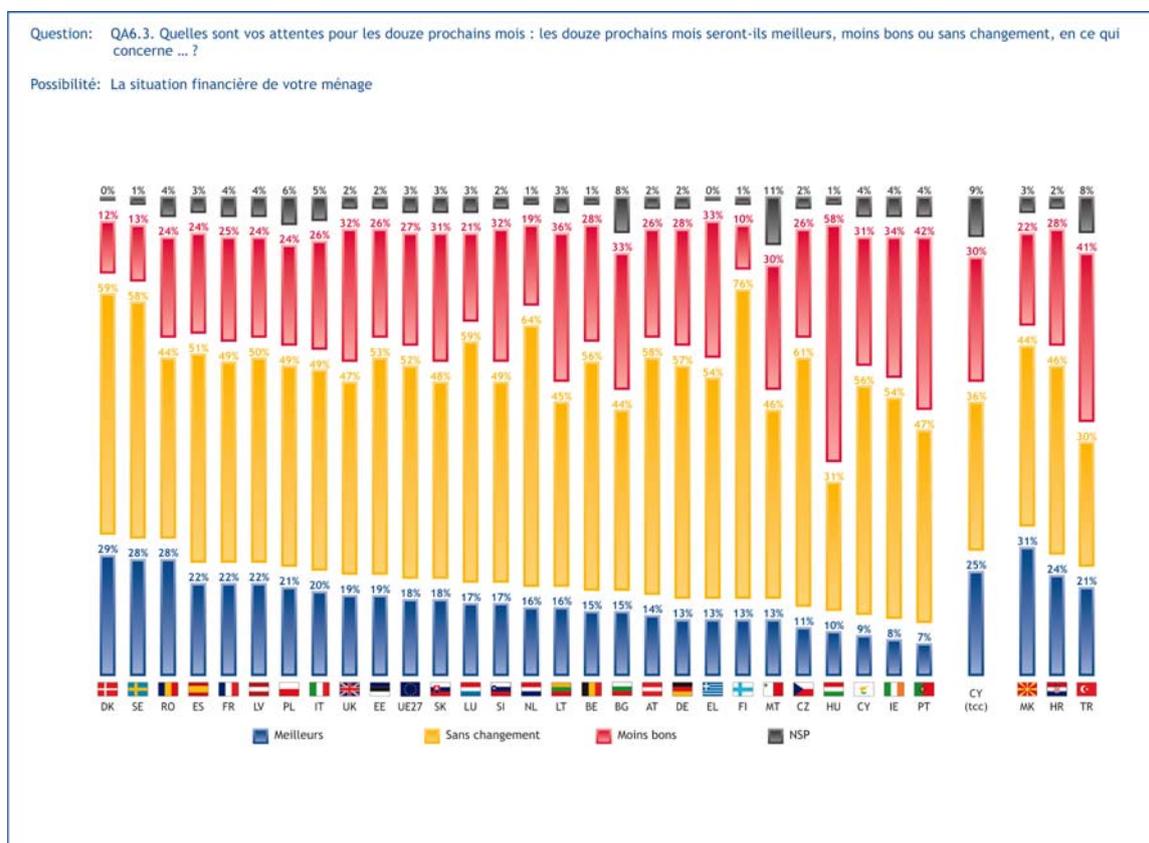


La tendance à une vision pessimiste de l'année à venir est généralisée sur fond de crise financière mondiale. Ainsi, en ce qui concerne les attentes à l'égard de l'évolution de la situation économique au cours des 12 prochains mois, le taux des optimistes atteint un seuil maximal de 25% pour les Roumains, de 24% pour les Suédois et de 21% ex aequo pour le Danemark et l'Italie.

Un peu en-dessous de la moyenne européenne (15%), les résidents du Luxembourg estiment à 13% que la situation économique du pays va s'améliorer au cours des 12 mois à venir ; 54% (UE: 51%) s'attendent à une détérioration et 25% (UE: 29%) estiment qu'il n'y aura pas de changements.

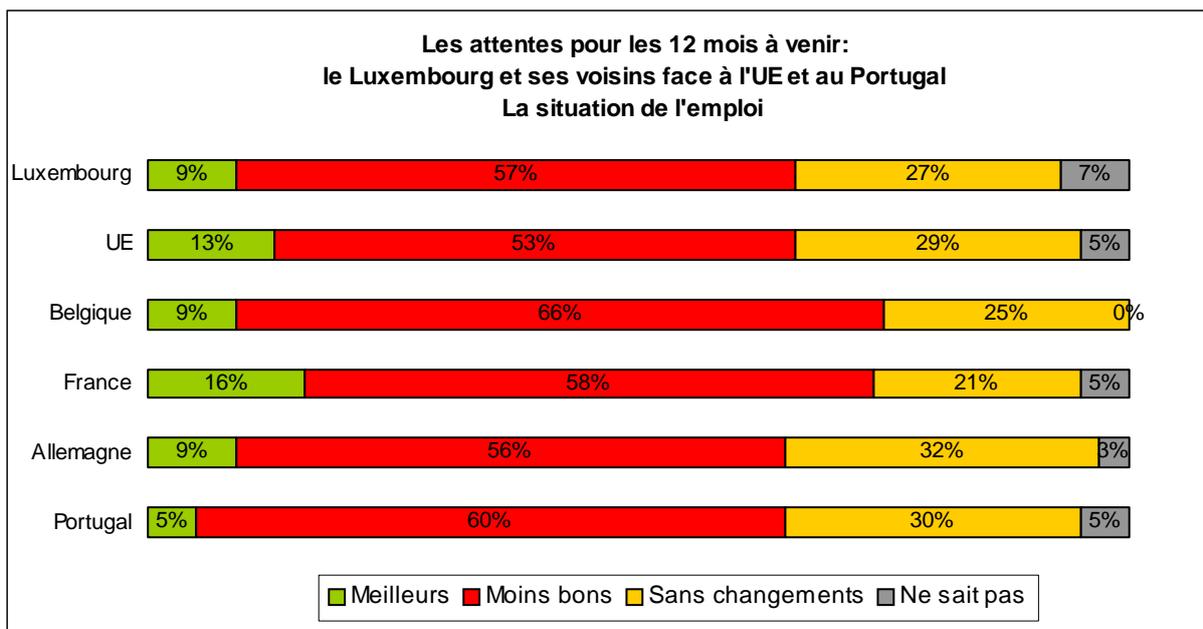
Pour ce qui est des voisins géographiques du Luxembourg, on note une certaine similitude des taux : si la France possède un pourcentage un peu plus élevé de sondés qui estiment que l'année à venir sera meilleure à 19%, les Belges sont 15% à le penser et les Allemands 9%. Cependant, tous les pays voisins sont d'avis, à plus de la moitié du nombre des sondés, que la situation va se dégrader au cours des 12 prochains mois : les Français à 53%, les Belges à 63% et les Allemands à 57%. Les Portugais et les Grecs sont parmi les plus pessimistes avec respectivement seulement 7% de sondés qui pensent que la situation économique de leur pays respectif s'améliorera, devancés par les Irlandais et les Finnois, avec chacun un taux de 5%. Les plus pessimistes à l'égard de la situation

économique de leur pays se révèlent être les Hongrois (70%), les Irlandais (69%), les Grecs (66%), les Néerlandais (64%) et les Belges (63%). Le nombre de pessimistes à l'égard de la situation économique du Luxembourg a subi une hausse de 5 points par rapport au printemps 2008 (49%)

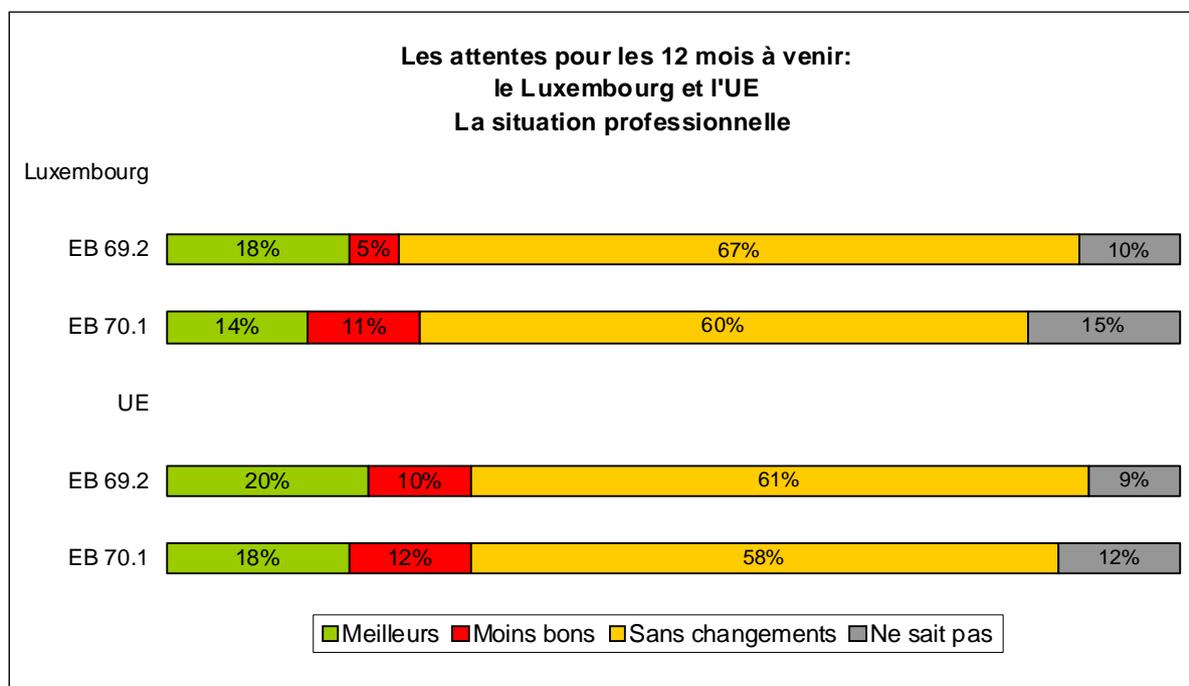


Quant à la situation financière de leur ménage, 17% (20% au printemps 2008) des sondés au Luxembourg se montrent optimistes, (UE: 18%), contre 21% de pessimistes (UE: 27%). Une assez large majorité de résidents du Luxembourg (59%) est tout de même d'avis que la situation financière de leur ménage ne changera pas (UE: 52%). Parmi les plus pessimistes, on retrouve les Hongrois (58%), les Portugais (42%), les Lituanais (36%) et les Irlandais (34%).

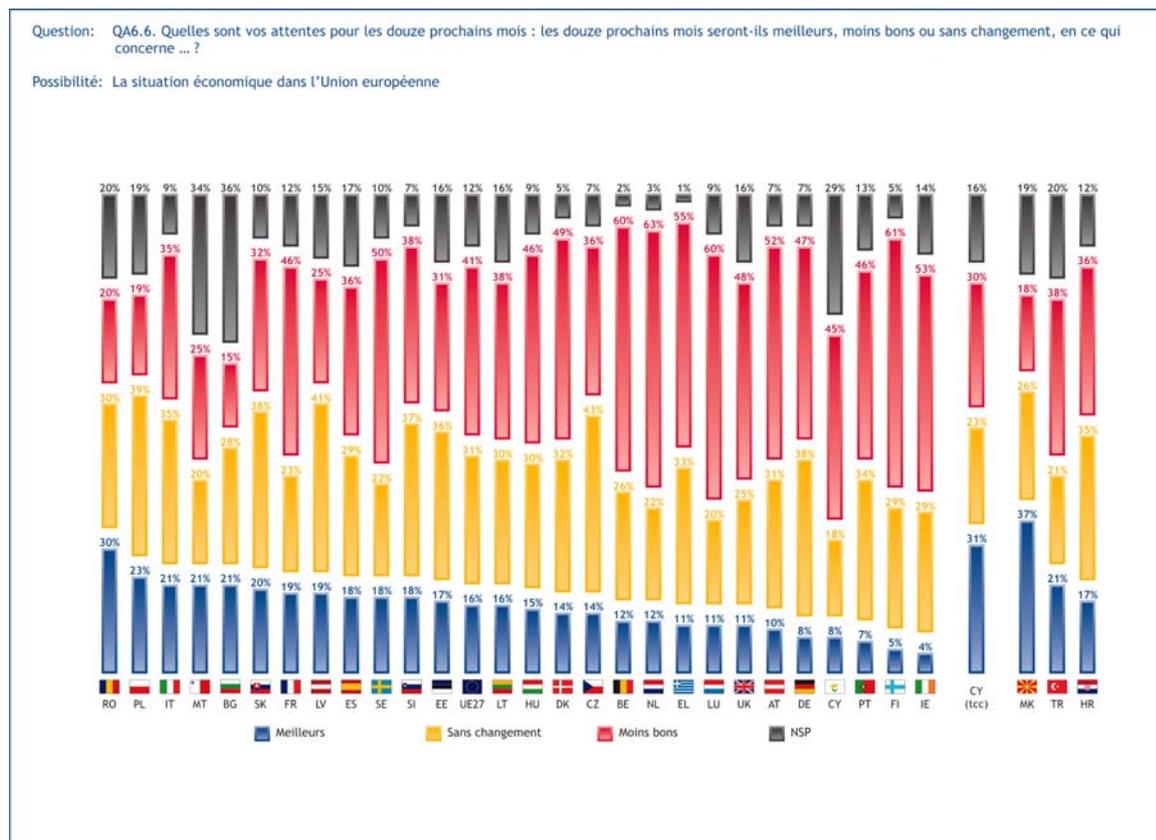
Pour ce qui est des pays où le taux de sondés estiment que la situation financière de leur ménage ne changera pas, notons que la Finlande se place en première position avec un taux s'élevant à 76%, suivie des Pays-Bas (64%) et de la République Tchèque (61%). Notons donc que se dessine ici une tendance très nette au sentiment de stagnation de la situation financière des ménages.



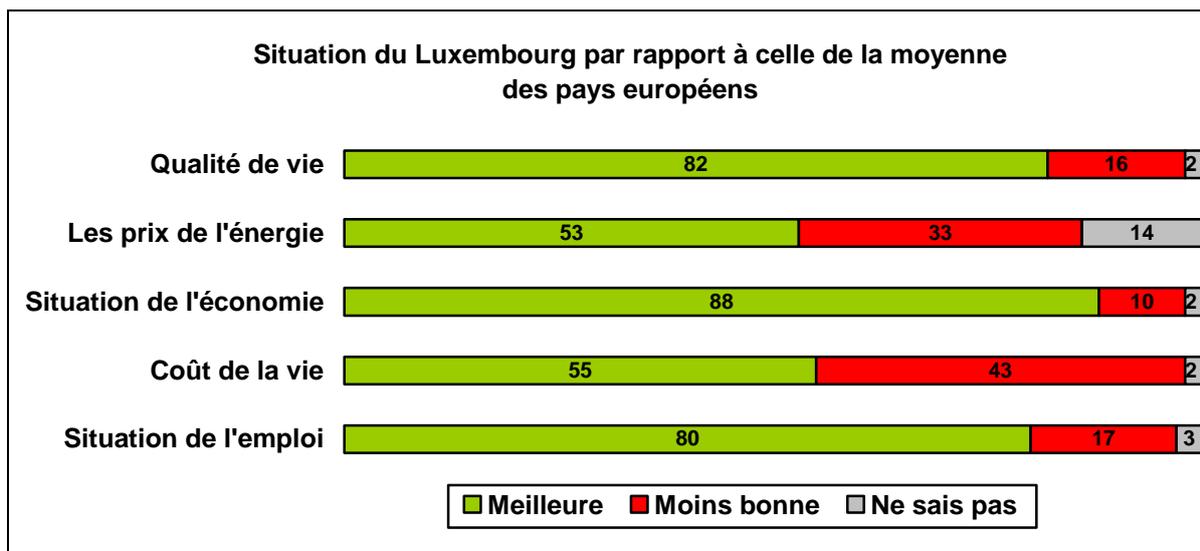
Pour ce qui est de la situation de l'emploi au Luxembourg, dans ses pays voisins et au Portugal, la tendance au pessimisme est aussi ici, généralisée. En effet, dans une large majorité, les sondés estiment que la situation va empirer dans l'année à venir : alors que la moyenne UE est de 53%, le Luxembourg (57%), l'Allemagne (56%) et la France (58%) se situent au-dessus de celle-ci, alors que le Portugal (60%) et surtout la Belgique (66%) sont les plus pessimistes. Pour ce qui est des plus optimistes en la matière, la France occupe la première place parmi ses voisins, avec un taux s'élevant à 16%, soit presque le double du taux de sondés qu'au Luxembourg, et dépasse la moyenne européenne (13%). Le Luxembourg, la Belgique et l'Allemagne arrivent ex æquo avec 9% de sondés qui estiment que la situation de l'emploi devrait s'améliorer.



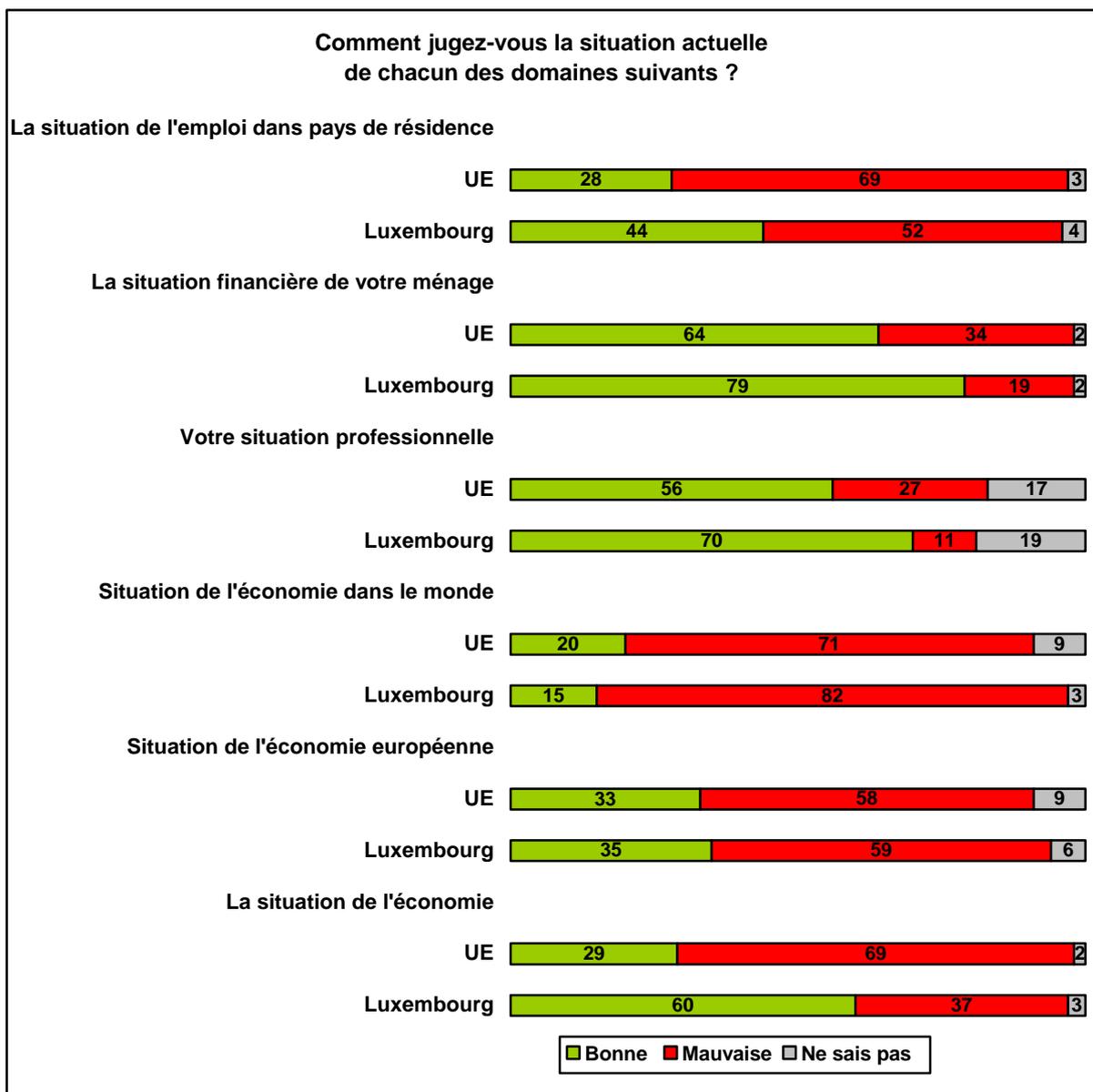
En ce qui concerne la situation professionnelle des sondés, le Luxembourg s'aligne sur la moyenne des pays de l'UE. La très grande majorité des résidents du Luxembourg estime que l'année prochaine ne présentera pas de changements (60%), une différence peu significative de deux points avec la moyenne UE (58%). 11% des sondés du Luxembourg sont d'avis que leur situation professionnelle sera moins bonne, ce qui reste dans la moyenne des pays de l'UE, mais représente toutefois une augmentation de 6 points par rapport au printemps 2008. De 18% au printemps 2008, ils sont passés à 14% des sondés à penser que leur situation professionnelle sera meilleure, soit une perte de 4 points.



En ce qui concerne les attentes à l'égard de la situation économique dans l'Union européenne, si la moyenne des 27 pays de l'UE est de 41% pour ce qui concerne l'avis selon lequel l'année à venir sera moins bonne, le Luxembourg se situe parmi les pays les plus pessimistes avec 60% des sondés (47% au printemps 2008). Sont également répertoriés la Belgique (60%), la Finlande (61%) et les Pays-Bas (63%). Il est à noter que parmi les plus optimistes, on retrouve la Roumanie (30%), la Pologne (23%) l'Italie, Malte et la Bulgarie (respectivement 21% chacun). La moyenne de l'UE s'élevant à 16% pour ce même avis, il est intéressant de souligner que le Luxembourg et ses voisins se situent tous en-dessous, avec 11% pour le Luxembourg (12% au printemps 2008), 8% pour l'Allemagne, 12% pour la Belgique, sauf en ce qui concerne la France, qui atteint un taux de 19%. On observe ici également une nette augmentation du nombre de pessimistes pour ce qui est de la situation économique dans l'UE.



Pour ce qui est de la comparaison entre la situation du Luxembourg par rapport à celle de la moyenne des pays européens, on note, dans l'ensemble, que les sondés estiment dans une majorité que la situation est meilleure au Luxembourg. Ceci est surtout et particulièrement vrai pour les questions de l'économie (88% des sondés), la qualité de vie (82%), et la situation de l'emploi (80%). On peut remarquer, cependant, que pour les domaines de l'emploi et de la qualité de vie, respectivement 17% et 16% des sondés estiment la situation au Luxembourg moins bonne. Ils ne sont que 10% à l'estimer ainsi pour le domaine de l'économie. Le taux de résidents à juger que la situation est meilleure au Luxembourg que dans l'ensemble des pays européens, est plus modéré en ce qui concerne les prix de l'énergie (53%) et le coût de la vie (55%). Ainsi, près de la moitié des sondés pensent que le coût de la vie est moins bon au Luxembourg (43%) et plus d'un tiers en ce qui concerne les prix de l'énergie (33%).

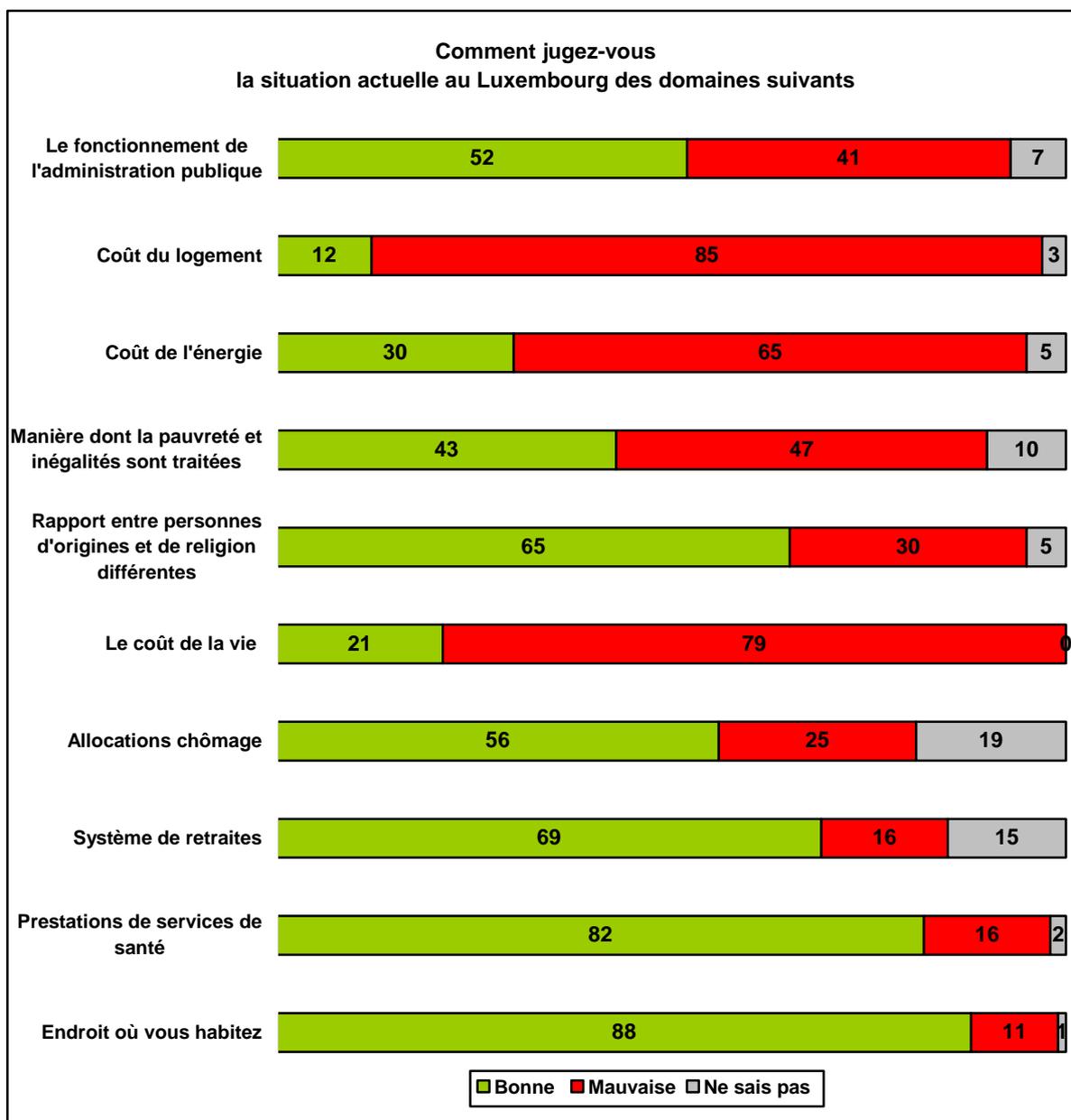


Dans les grandes lignes, on peut remarquer que le jugement des résidents du Luxembourg est moins négatif que celui de la moyenne européenne. Ceci est particulièrement le cas pour certains domaines, parmi lesquels : la situation de l'économie (différence de 31 points par rapport à la moyenne de l'UE), la situation de l'emploi dans le pays de résidence du sondé (16 points), la situation financière du ménage (15 points) et la situation professionnelle (14 points). En ce qui concerne la situation de l'emploi, notons que la moyenne européenne des opinions négatives s'élève à plus de deux tiers avec 69%, contre 52% des résidents au Luxembourg. La situation de l'économie du pays de résidence présente elle aussi une différence dans les réponses négatives, que l'on se positionne au niveau européen ou luxembourgeois : 37% des sondés au Luxembourg jugent la situation mauvaise, alors que ce taux atteint les 69% en UE. La situation financière du ménage est aussi jugée plus sévèrement du côté européen 34% contre 19%. Pour ce qui est de la situation professionnelle des interrogés, un tiers émet un jugement négatif dans la moyenne européenne, alors qu'il ne représente « que » 11% parmi les résidents luxembourgeois.

Néanmoins, on constate des similitudes plus ou moins fortes dans le jugement de la situation de l'économie européenne où 35% des résidents au Luxembourg présentent un avis positif, (UE: 33%) ainsi que dans le jugement de la situation de l'économie dans le monde où les avis positifs des sondés au Luxembourg représentent 15% contre 20% en UE. Notons cependant pour ce dernier

domaine que les résidents au Luxembourg jugent à bien plus fort taux la situation mauvaise (82%) que dans la moyenne européenne (71%).

I.4. La qualité de vie

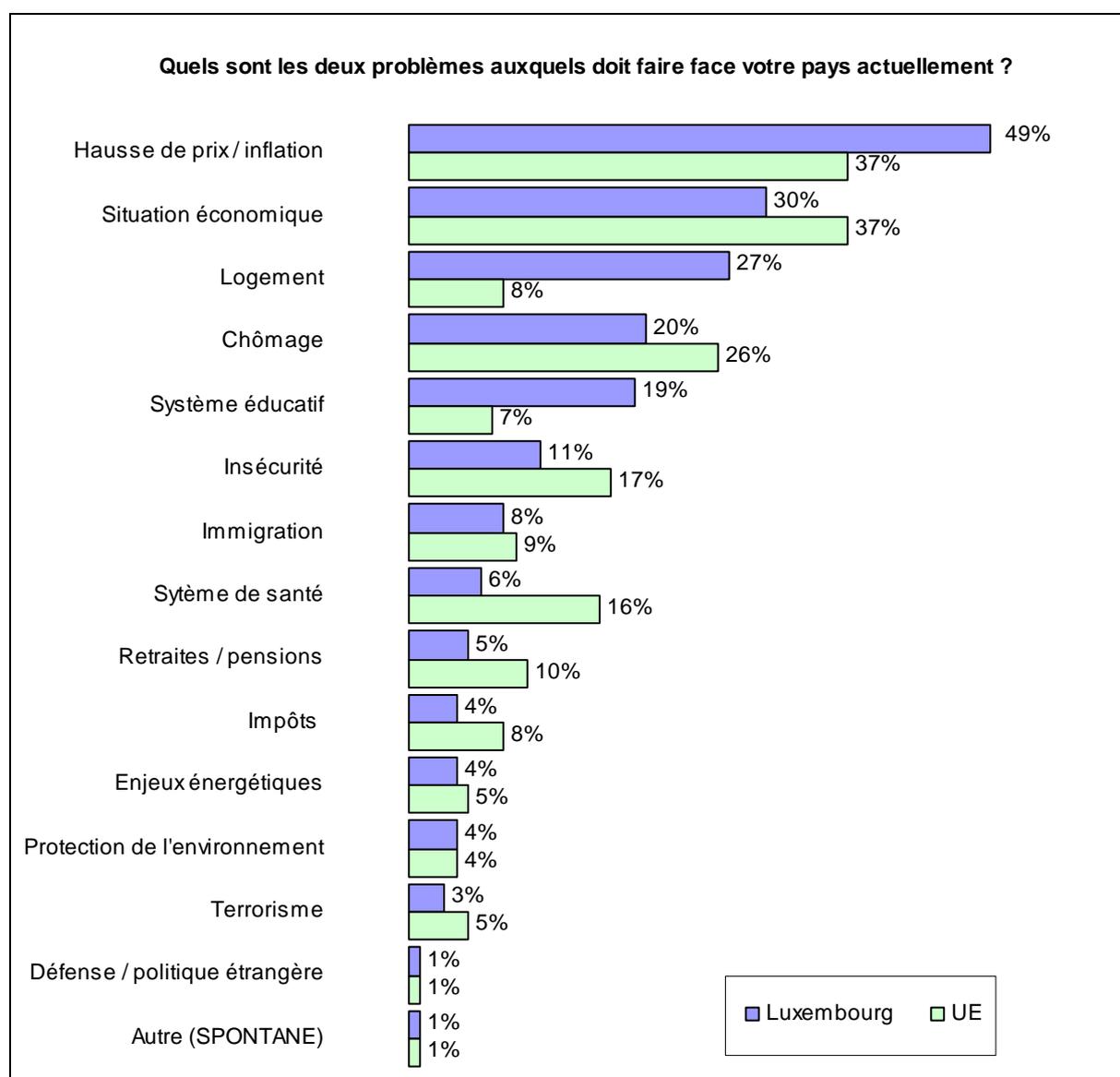


En ce qui concerne l'évaluation de la part des sondés de plusieurs domaines au niveau du Luxembourg, on remarque, en général, que la cherté du Luxembourg est dans une large majorité des sondés, bien soulignée : il en va ainsi du coût du logement, jugé par 85% des sondés comme *mauvais* (dont 44%, le jugent *très mauvais*) ; le coût de la vie, avec 79% d'avis négatifs et le coût de l'énergie qui rassemble 65% des sondés de ce même avis. Pour ce dernier domaine, les opinions sont plus mitigées puisqu'un tiers des sondés jugent tout de même les coûts de l'énergie *bons*. Le coût de la vie obtient un taux de 21% d'avis favorable et en ce qui concerne les coûts du logement, le pourcentage n'atteint plus que 12% de sondés qui estiment qu'ils sont *bons*. Ce qui est intéressant de souligner, c'est que le traitement réservé à la pauvreté et aux inégalités, en général, est jugé par près de la moitié des sondés (47%), comme *mauvais*, contre 43% qui sont d'un avis contraire. Pour ce qui est des rapports interculturels, ils sont jugés *bons* (56% *plutôt bons* et 9% *très bons*), contre un 30% les jugeant *mauvais*. Autre remarque, le fonctionnement de l'administration publique obtient plus de la

moitié d'avis positifs (52%), contre 41% de sondés qui le jugent *mauvais*. Les prestations sociales sont jugées dans une plus ou moins grande majorité, positivement. Ainsi, le système de santé et ses prestations de services, sont jugés à 82% comme *bons* (dont 32% les jugent *très bons*) et à 16%, comme mauvais. Ensuite, le système des retraites rassemble 69% d'avis positifs, contre 16% d'avis négatifs. Les 15% restants représentent en partie du moins, les personnes n'ayant pas encore été confrontées à la situation. Enfin, les avis positifs sont plus mitigés en ce qui concerne les allocations chômage : perçues par 56% des sondés comme *bonnes*, contre 25% qui les jugent *mauvaises*. Ici encore, nous trouvons un pourcentage de 19% de sondés dans l'incapacité de répondre, par méconnaissance d'une situation de chômage.

Enfin, pour ce qui est du lieu d'habitation, il remporte la première place des évaluations positives : jugé par 88% des sondés résidents au Luxembourg comme *bon* (45%) ou *très bon* (43%). Seule une petite minorité de 11% émet à ce sujet un avis négatif.

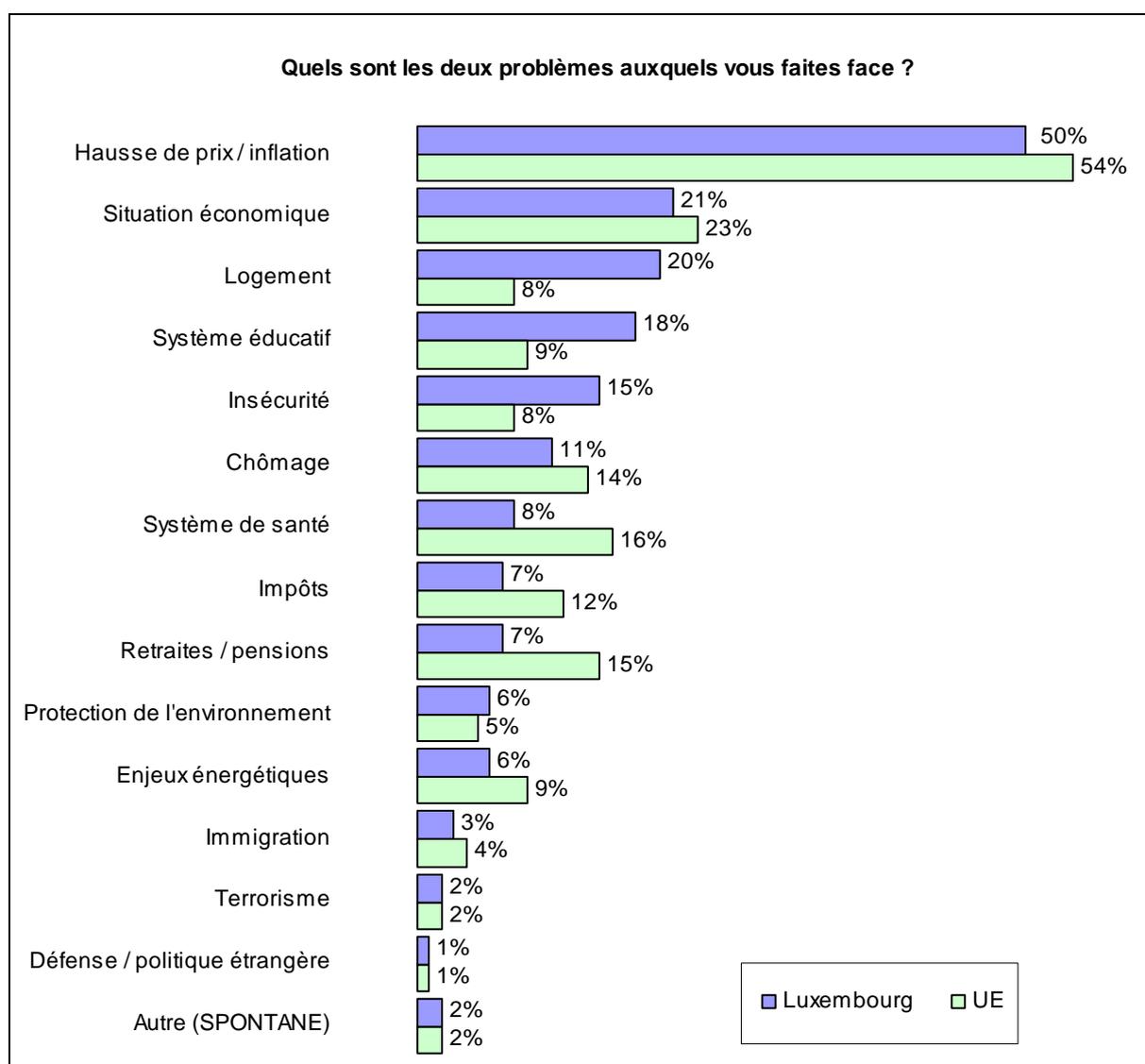
I.5. Les inquiétudes des citoyens



Les inquiétudes au niveau du Luxembourg, d'après les sondés, tournent autour de l'inflation et de la situation économique. Ainsi, *la hausse des prix/l'inflation* est en première place avec un taux de 49% (+ 6 points par rapport au printemps 2008) suivi de la *situation économique* avec 30% (+23 points par rapport au printemps 2008). Ces deux premiers problèmes sont également ceux existants au niveau

européen avec, respectivement, 37% chacun. La crise financière actuelle est bien ainsi au centre des préoccupations des résidents du Luxembourg. La question du logement se place en troisième position pour les sondés du Luxembourg (27%) alors qu'elle se place dans les dernières préoccupations au niveau européen (8%). On trouve l'explication de cette différence dans *le coût du logement* luxembourgeois, qui est bien plus élevé que dans le reste des pays européens. Suit ensuite *le chômage* avec 20%, un taux moins élevé qu'au niveau européen (26%), ce qui s'explique par le pourcentage plus faible du taux de chômage au Luxembourg en comparaison avec les autres pays de l'UE. *Le système éducatif* occupe quant à lui la cinquième position des préoccupations, avec un taux de 19%, une différence de 12 points avec la moyenne européenne (7%). Cette question est tout de même moins fortement ressentie au niveau national qu'au printemps 2008 (perte de 6 points), une variation entre autres expliquée par la prépondérance des préoccupations liées à la crise financière pour les pays européens.

Les autres questions soulignées sont dans l'ordre : *l'insécurité* (11%), *l'immigration* (8%), *les systèmes de santé* (6%), ainsi que *les retraites et pensions* (5%).

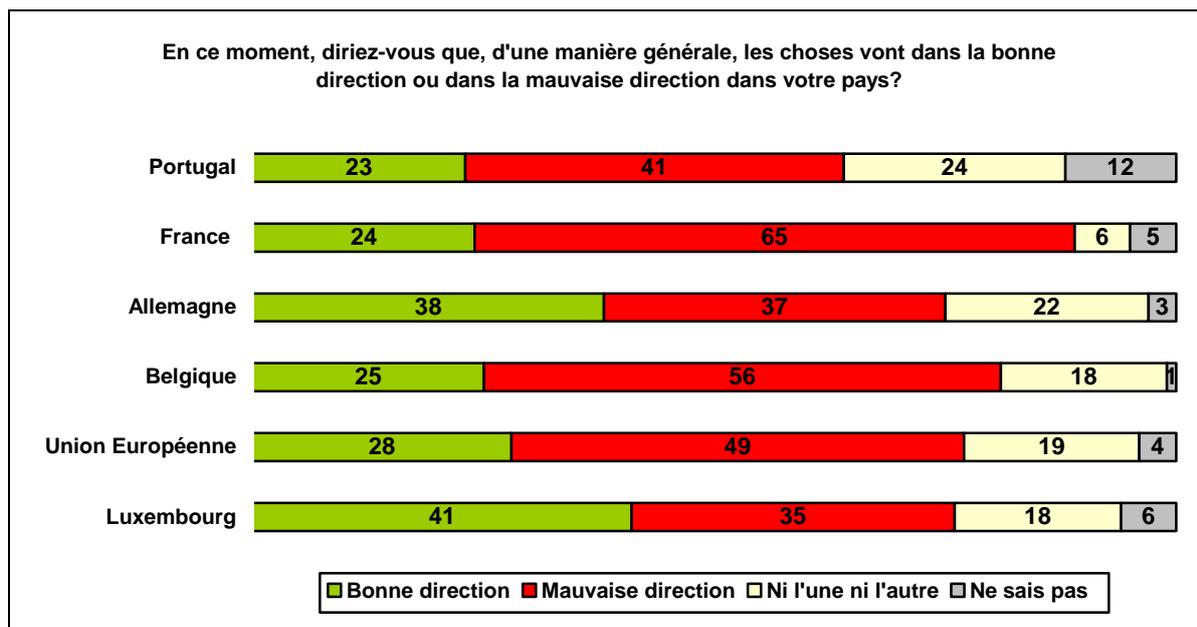


S'agissant des préoccupations touchant la situation personnelle de chacun, les réponses varient sensiblement. Ainsi, pour les habitants du Luxembourg, la première préoccupation et de loin, concerne *la hausse des prix* (54%), suivie par trois problèmes majeurs : *la situation économique* (21%), *le logement* (20%), ce dernier ne concerne que 8% des sondés au niveau européen, et *le système éducatif* (18%). Les difficultés rencontrées par les élèves du système public luxembourgeois

expliquent, du moins en partie, la place occupée par cette question. Le taux est divisé par deux au niveau européen pour le même domaine.

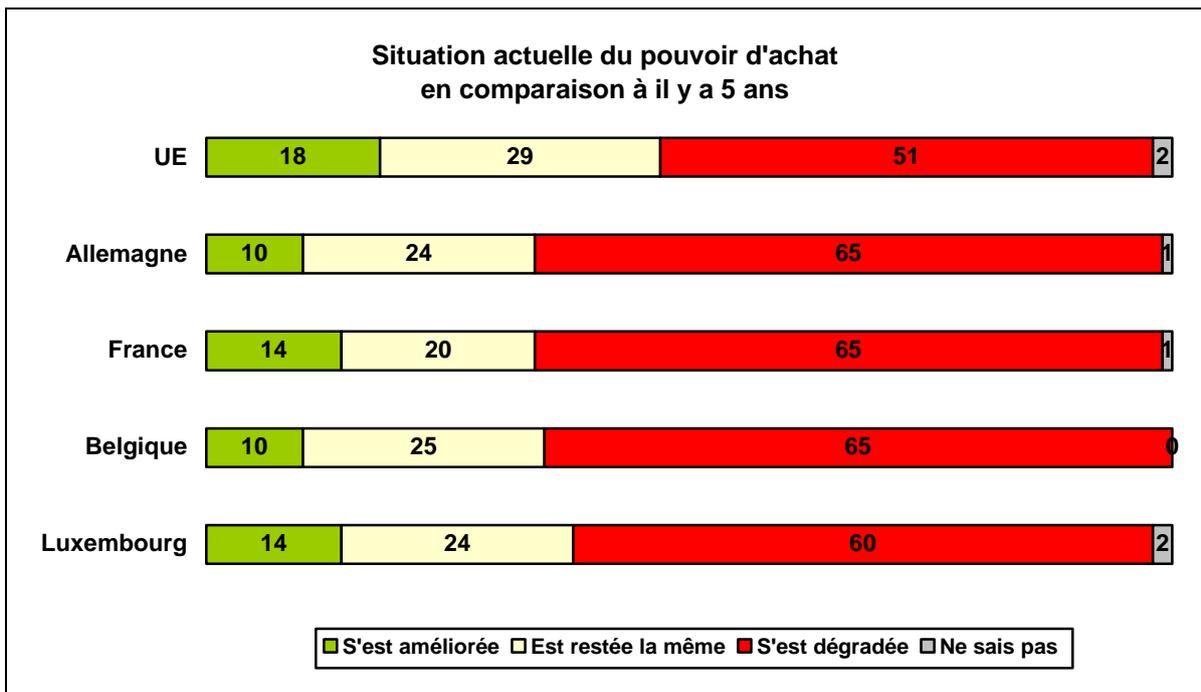
Les autres questions qui préoccupent personnellement les sondés du Luxembourg sont dans l'ordre : *l'insécurité* (15%), *le chômage* (11%), *les systèmes de santé* (8%) et *les impôts* (7%). Notons que par rapport au Luxembourg, la moyenne européenne cite deux fois moins *l'insécurité* (8%), cite avec trois points de plus *le chômage*, (14%), *le système de santé* deux fois plus (16%), et finalement *les impôts* plus fortement (5 points de plus).

I.6. L'évolution générale du pays et de l'UE



En général, les sondés sont plus nombreux à penser que les choses vont dans une direction négative en ce qui concerne leur pays respectif. Ainsi, notons que l'UE rassemble en moyenne 49% d'avis négatifs, soit près de la moitié des sondés, et moins d'un tiers d'avis considérant que les choses vont dans une *bonne direction* (28%) alors que 19% se positionnent entre les deux (*ni l'une, ni l'autre*). En ce qui concerne les avis positifs, nous trouvons au-dessus de cette moyenne UE, l'Allemagne avec 38% et le Luxembourg avec 41% de sondés qui jugent que les choses vont dans la bonne direction. Cette position rassemble dans une moindre mesure également la Belgique (25%), la France (24%) et enfin le Portugal (23%). Les sondés qui considèrent au contraire que les choses vont dans la *mauvaise direction* sont surtout nombreux en France (65%), un peu moins en Belgique (56%), et, plus étonnant, encore moins au Portugal (41%). Le Luxembourg détient le taux le plus bas de résidents sondés partageant cet avis négatif avec 35%.

Notons enfin que le taux de sondés au Luxembourg, dans les pays voisins, et au Portugal qui estiment que les choses ne vont *ni dans la mauvaise direction ni dans la bonne*, tourne autour des 20%, sauf pour ce qui est de la France (6%), où la différence par rapport à ces voisins nourrit les avis négatifs.



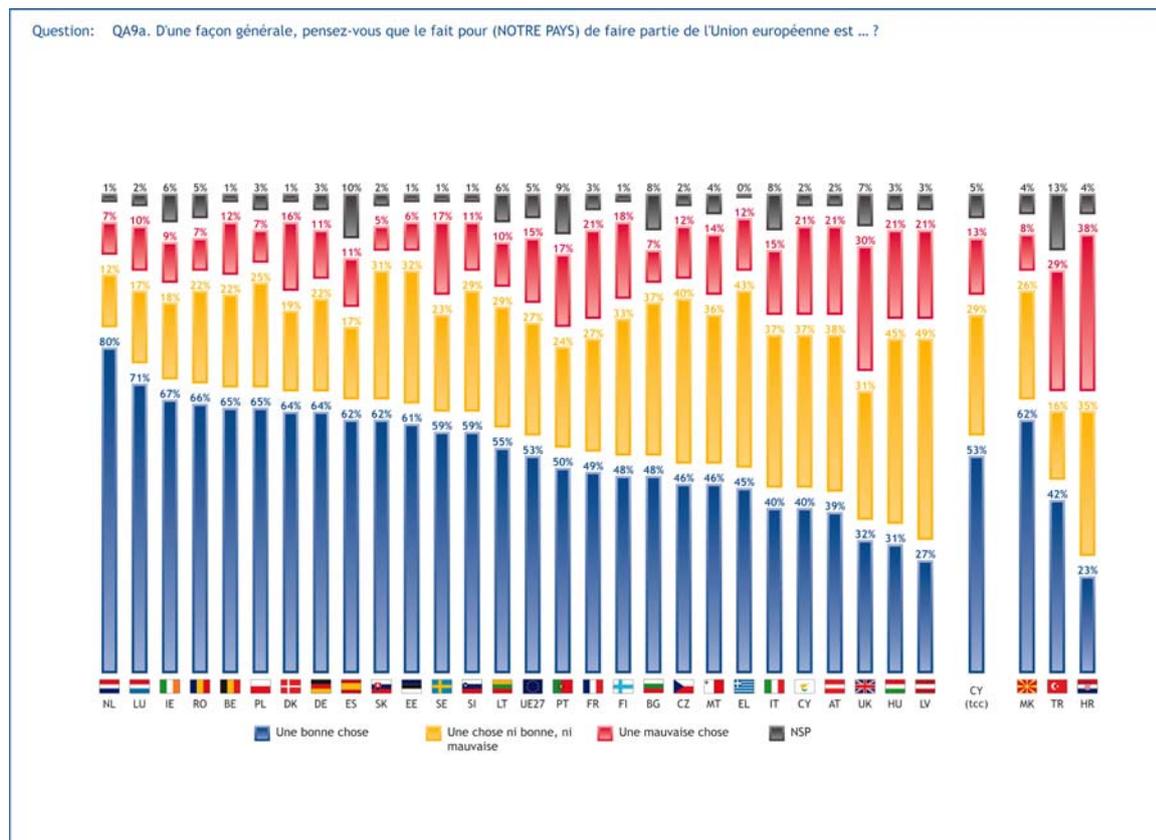
En général, en ce qui concerne l'appréciation de la situation liée au pouvoir d'achat sur les cinq dernières années, on remarque pour le Luxembourg et ses voisins qu'elle s'est nettement dégradée pour une large majorité des sondés. En effet, si la moyenne UE est de 51% en ce qui concerne un jugement négatif, les pays voisins du Luxembourg et le Luxembourg lui-même se positionnent clairement au-dessus : l'Allemagne, la Belgique et la France ont un taux de 65% de sondés de cet avis, et le Luxembourg n'est pas en reste, avec un pourcentage plus faible de 5 points, de 60 %.

La moyenne des pays de l'UE compte, à l'automne 2008, 18% de sondés qui déclarent que la situation du pouvoir d'achat s'est améliorée, et si le Luxembourg et la France se rapprochent de ce taux avec respectivement 14% chacun, l'Allemagne et la Belgique s'en éloignent avec un pourcentage de 10% chacun. Il est à noter que par rapport à la moyenne européenne (29%), le taux de sondés n'ayant pas perçu de changement à ce niveau là parmi le Luxembourg et ses voisins, est moins élevé : 25% pour la Belgique, suivie par l'Allemagne et le Luxembourg (respectivement 24% chacun) et enfin la France avec 20%.

II. La perception de l'Union européenne

Les habitants du Luxembourg sont majoritairement d'avis que l'appartenance à l'UE du pays est une bonne chose et que le Luxembourg a bénéficié de son appartenance à l'UE. Un peu moins de la moitié estime d'autre part, que l'UE possède une image positive et 38% des résidents du Grand-Duché du Luxembourg, estiment que les choses ont pris une mauvaise direction dans l'UE. Les domaines d'action à souligner pour renforcer l'UE, selon eux, sont : le marché intérieur, les questions d'immigration, la politique étrangère et enfin les questions environnementales et les questions énergétiques.

II.1. Les bénéfices tirés de l'appartenance à l'Union européenne

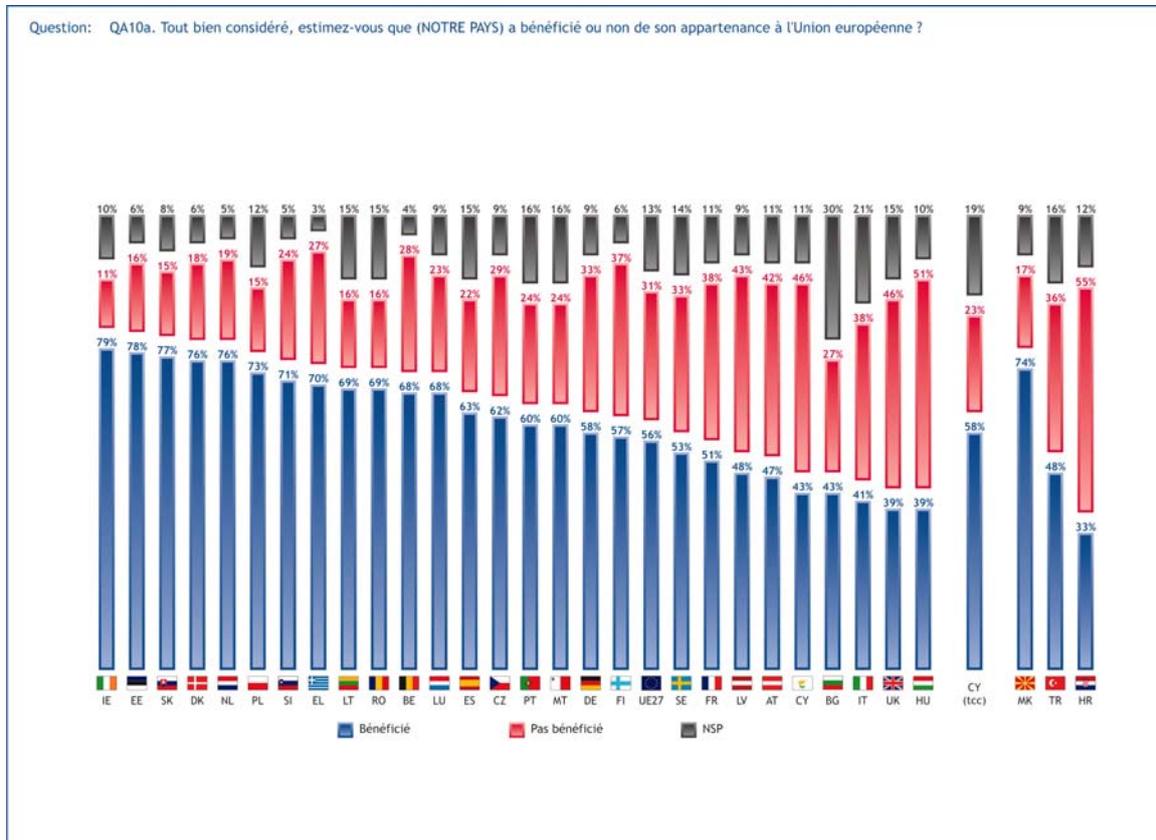


A la question de savoir si, aux yeux des sondés, l'appartenance à l'UE de leur pays respectif était *une bonne* ou *mauvaise chose* ou ni l'une ni l'autre, on obtient une moyenne UE de 53% de sondés considérant cela comme *une bonne chose*, 27% *ni bonne ni mauvaise* et 15% comme étant une *mauvaise chose*. Les pays où les sondés d'avis positifs sont les plus nombreux sont, dans l'ordre : les Pays-Bas (80%), le Luxembourg (71%; moins deux points par rapport au printemps 2008) et l'Irlande (67%). Pour ce qui est des voisins du Luxembourg, la Belgique (65%) et l'Allemagne (64%) se situent également au-dessus de la moyenne, mais pas la France (49%), qui se positionne juste en-dessous. Les pays où les sondés d'avis positifs furent les moins nombreux sont le Royaume-Uni (32%), la Hongrie (31%) et la Lettonie (27%).

D'autre part, il est à souligner que la moyenne des pays européens considérant que l'appartenance à l'UE des pays respectifs est *une mauvaise chose* s'élève à 15%. Le Royaume-Uni est le pays qui s'éloigne le plus de cette moyenne puisqu'il possède en effet, un taux allant jusqu'à 30%, soit près d'un tiers de ces sondés. La France obtient elle un pourcentage de 21%, ex æquo avec cinq autres pays : l'Autriche, la Lettonie, l'Hongrie et Chypre.

Enfin, notons que la tendance à adopter un avis non défini (*ni une bonne ni une mauvaise chose*), est davantage généralisée que les positions "contre" (*une mauvaise chose*), révélant ainsi plutôt un

sentiment de flottement que d'opposition. Si ici, la moyenne UE obtient 27%, ce taux est bien plus élevé en Lettonie (49%), en Hongrie (45%) ou en Grèce (43%). Dans l'ensemble, ce sentiment de flottement concerne, dans une majorité des cas, les pays nouvellement arrivés en UE et qui n'ont pas encore eu l'occasion de mesurer les conséquences plus approfondies de leur appartenance à l'UE.

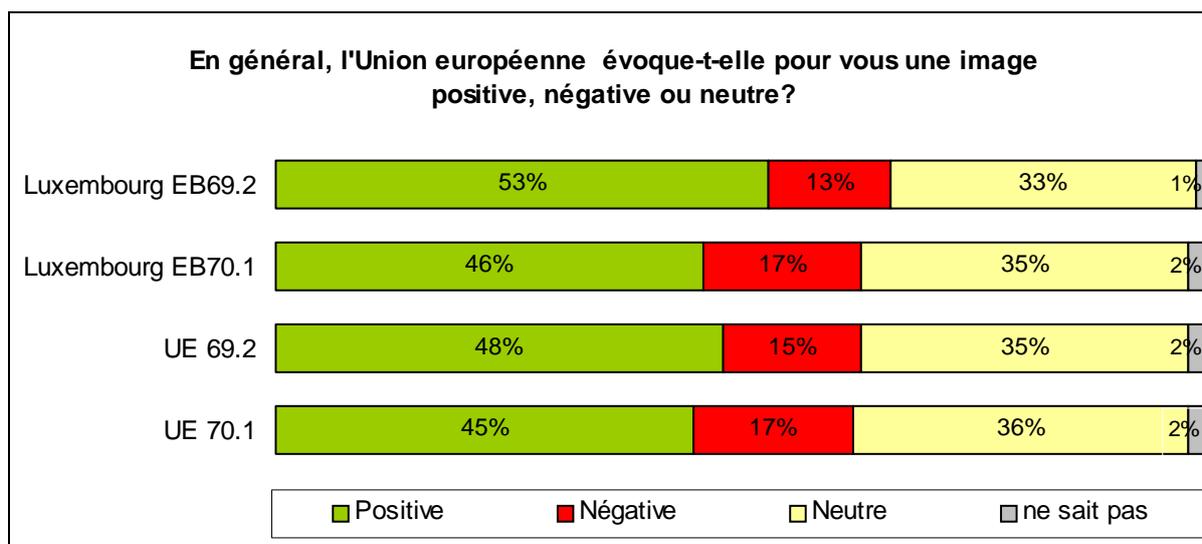


En ce qui concerne le bénéfice tiré de l'appartenance à l'UE des pays européens, on peut remarquer que pour une majorité de pays, le bénéfice est supérieur au non bénéfice. La moyenne européenne des sondés étant d'avis que l'appartenance à l'UE de leur pays de résidence apporte un *bénéfice* est de 56%, contre 31% d'avis contraire.

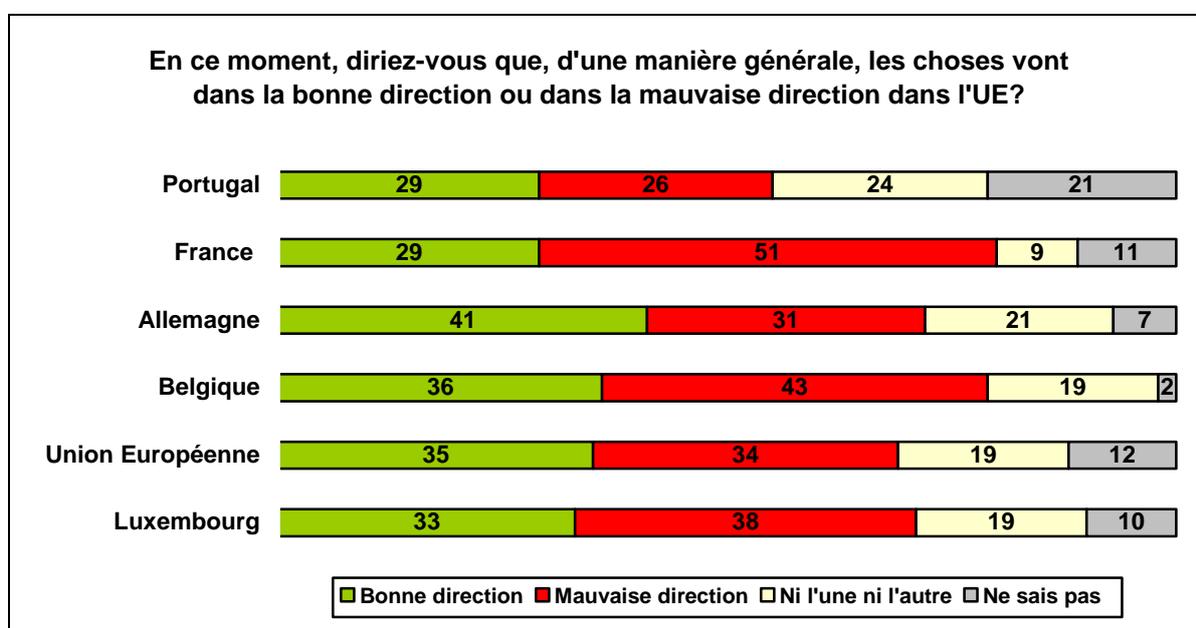
Les taux les plus élevés des sondés estimant que leur pays a pu tirer *un bénéfice* de son appartenance à l'UE, concernent l'Irlande avec un taux atteignant les 79%, l'Estonie avec 78%, la Slovaquie avec 77% ainsi que le Danemark et les Pays-Bas, avec respectivement 76% chacun. Le Luxembourg et la Belgique se prononcent à 68% positivement, contre 23% pour le Luxembourg et 28% la Belgique qui se prononcent négativement. Même si l'on ne note pas de grands changements pour le Luxembourg entre l'EB 69.2 et l'EB 70.1, une petite différence de trois points concerne le pourcentage de sondés s'étant exprimés négativement à ce sujet : on passe de 20 à 23%.

Les pays s'étant prononcés de manière négative (*pas bénéficié*), sont la Hongrie (51%), le Royaume-Uni et la République de Chypre (respectivement 46% chacun). Un peu plus loin, nous trouvons la Lettonie (43%) et l'Autriche (42%).

II.2. L'image de l'Union européenne



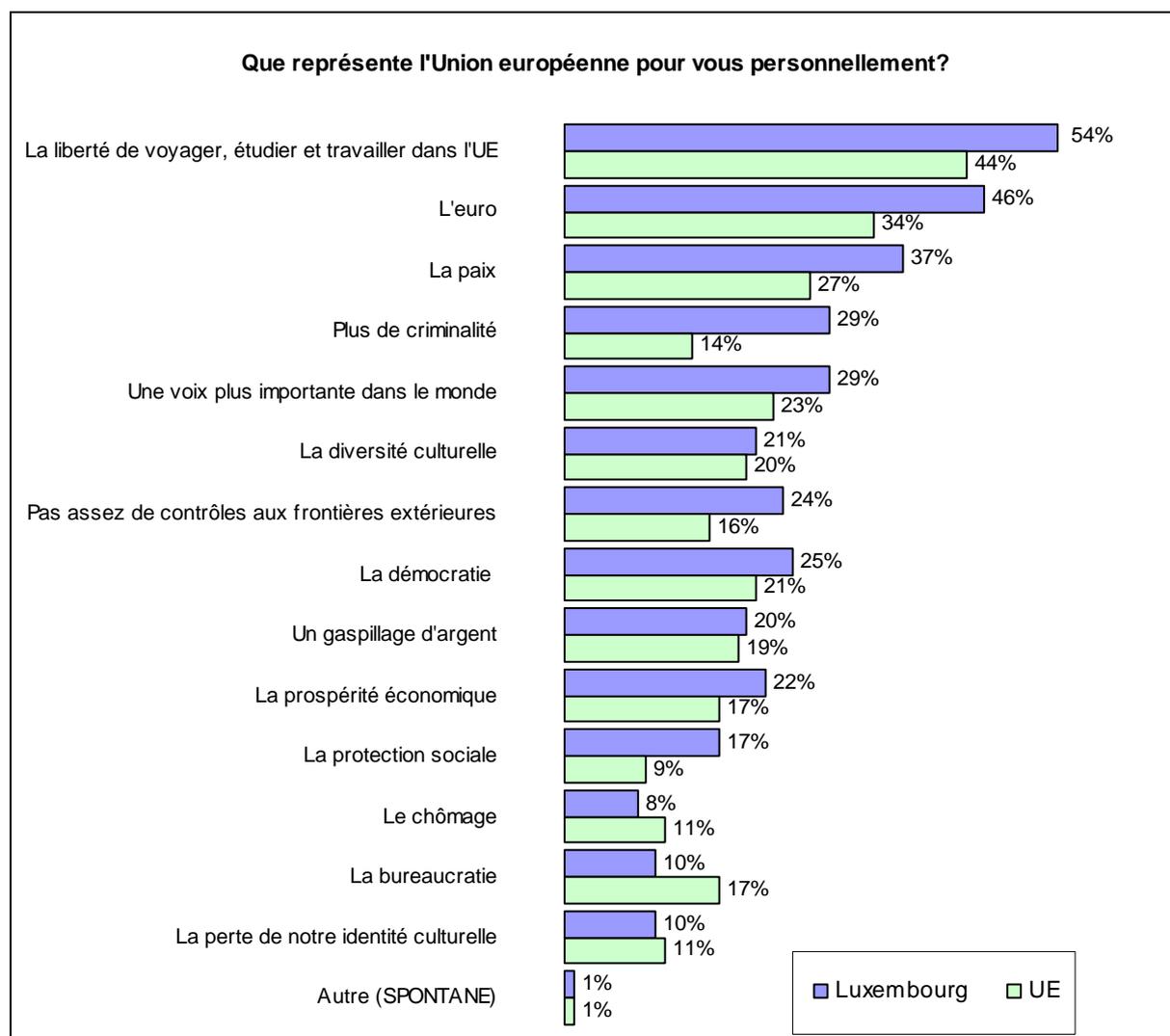
L'image positive de l'UE pour les résidents du Luxembourg se situe aux alentours des 50%, ainsi que pour la moyenne européenne. Entre le printemps 2008 et l'automne 2008, on peut remarquer cependant une perte de 7 points pour le taux de sondés du Luxembourg et de trois points au niveau européen. Cette tendance est confirmée lorsque l'on analyse les taux de personnes interrogées s'étant exprimées négativement sur l'image de l'UE. Ainsi, on voit une petite augmentation de 4 points en ce qui concerne le Luxembourg pour ces mêmes comparaisons et de deux points au niveau de la moyenne européenne. Si le taux de sondés ayant évoqué une image neutre de l'UE concerne plus du tiers des sondés, pour chaque niveau et pour chaque période, on dénote ici encore un pourcentage assez conséquent de sondés n'ayant pas d'avis défini sur l'image de l'UE.



En ce qui concerne la direction que prennent les choses dans l'UE, pour le Luxembourg et ses voisins, ainsi que pour le Portugal, les avis positifs (*Bonne direction*) rassemblent aux alentours du tiers des sondés : 29% respectivement pour la France et le Portugal, 36% pour la Belgique, 33% pour le Luxembourg et tout de même 41% pour ce qui est de l'Allemagne (UE: 35%). La position suivant laquelle on estime que les choses ont pris une *mauvaise direction* concerne dans une moindre mesure avant tout les sondés du Portugal (26%) et de l'Allemagne (31%). Plus largement, le

Luxembourg rassemble 38% de sondés qui sont de cet avis négatif et 43% la Belgique. Dans une grande mesure enfin, la France se positionne comme le pays parmi ses voisins le plus négatif : 51% jugent qu'une *mauvaise direction* est prise dans l'UE. Comme pour la situation des pays respectifs, les opinions se positionnant *ni pour l'une direction, ni pour l'autre* tournent autour des 20% : sauf encore une fois pour le cas de la France, qui avec 9% seulement, possède un avis davantage tranché sur la question.

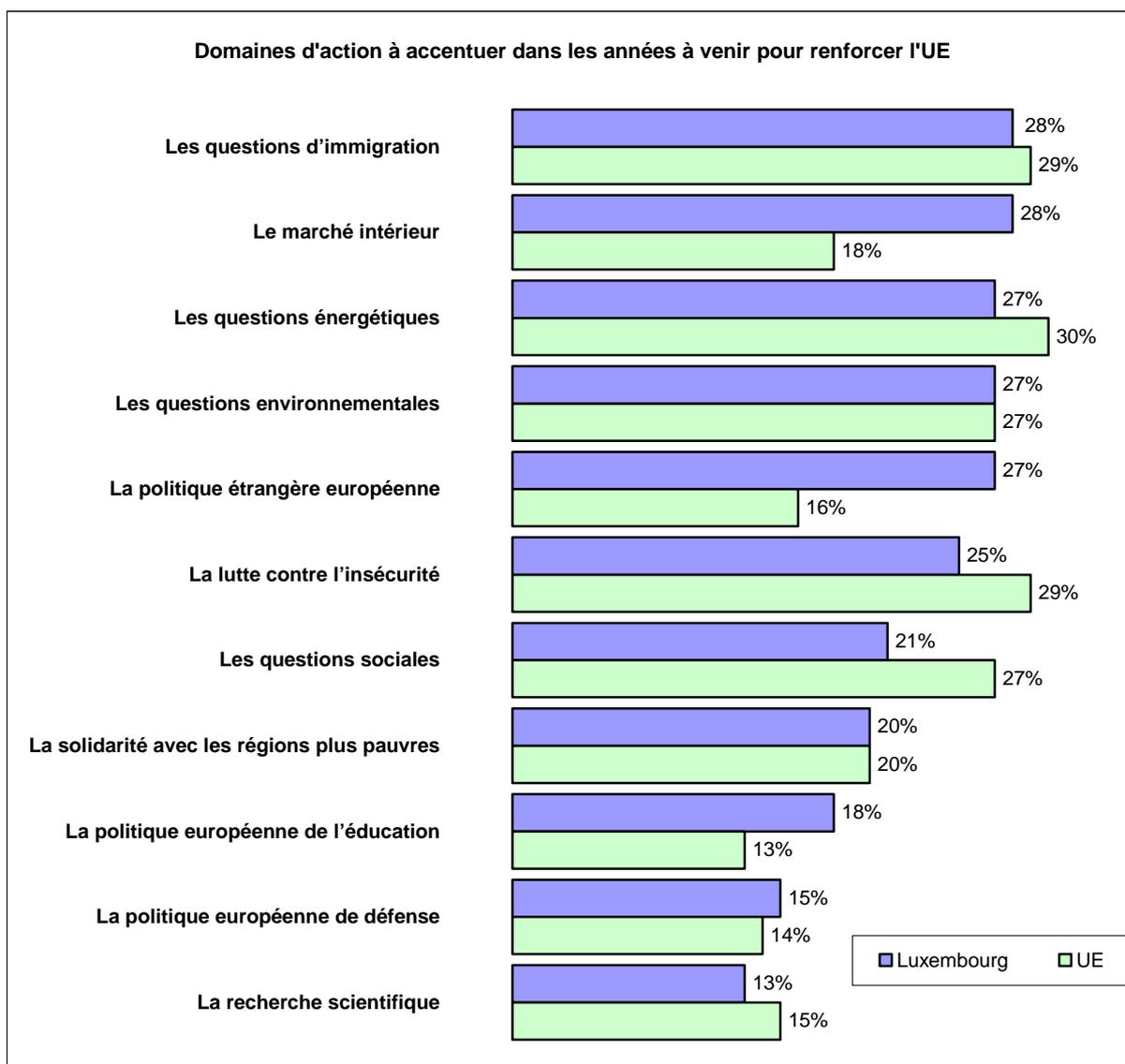
II.3. La représentation l'Union européenne



La liberté de voyager, d'étudier et de travailler dans l'UE apparaît comme la première représentation de l'UE que se font les sondés au niveau européen (44%). On note néanmoins une baisse par rapport au printemps 2008 de 5 points (49%), un constat similaire pour le Luxembourg avec une différence moins significative de l'ordre de trois points (57% au printemps 2008). *L'euro* se positionne ensuite, tant au niveau européen (46%) qu'au niveau des résidents du Luxembourg (34%) en deuxième place, sans changements significatifs par rapport au printemps 2008. Les sondés au Luxembourg citent ensuite *la paix* à 37%, qui connaît cependant une perte de 6 points par rapport au printemps 2008 (UE: 27%). *Une voix plus importante dans le monde* arrive en quatrième place avec un taux de 29% pour le Luxembourg (UE : 23%). Une image davantage connotée négativement apparaît en cinquième position au travers d'une plus forte criminalité : ainsi 29% des résidents au Luxembourg associent l'image de l'UE à ce fait et moins de la moitié pour la moyenne UE (14%).

S'en suivent une image de la démocratie (LU : 25%; UE : 21%) et un manque de contrôle aux frontières extérieures (LU : 24%; UE : 16%). *La prospérité économique* ne connaît pas de variation de ces taux entre le printemps et l'automne 2008 : elle obtient pour le Luxembourg un taux de 22% et pour la moyenne UE, 17%. En ce qui concerne *la diversité culturelle*, la moyenne UE est de 20% et au Luxembourg, les résidents l'estiment à 21%. A noter, en ce qui concerne ces derniers, une perte de 8 points par rapport au printemps 2008. Une image de gaspillage d'argent obtient 20% au niveau du Luxembourg et 19% pour ce qui est de la moyenne des pays européens. Juste après, *la protection sociale* rassemble 17% de sondés au Luxembourg et près de la moitié en UE (9%). Comme pour l'image de bureaucratie, *la perte de notre identité culturelle* atteint un pourcentage de 10%, un peu plus au niveau européen concernant la première avec 17% et la deuxième avec 11%.

II.4. Les actions futures de l'Union européenne



Les cinq domaines d'action qui, dans la moyenne européenne sont à intensifier en vue d'un renforcement de l'UE sont dans l'ordre : *les questions énergétiques* (30%), *les questions d'immigration* (29%), *la lutte contre l'insécurité* (29%), ainsi que *les questions environnementales* et *les questions sociales* (27% respectivement). Notons que par rapport au printemps 2008, on remarque une baisse du taux de sondés pour ce qui est des questions environnementales (passant de 33% à 27%), de *la lutte contre l'insécurité* (de 33% à 29%), *des questions d'immigration* (de 32% à 29%) et enfin *des questions sociales* (passant de 24% à 27%).

Au niveau des sondés du Luxembourg on remarque six domaines prédominants : *le marché intérieur* (28%) qui connaît une hausse de 9 points par rapport au printemps 2008, *les questions d'immigration* (28%) avec une baisse de 5 points par rapport au printemps 2008, *la politique étrangère* (27%) avec plus de 7 points en comparaison avec le printemps 2008 et enfin *les questions environnementales* et *les questions énergétiques* (27% chacune) avec une chute de 14 points pour les premières et aucune variation pour les deuxièmes.

Si *les questions d'immigration*, *les questions environnementales* et *les questions énergétiques* se retrouvent parmi les domaines les plus cités par les sondés du Luxembourg et dans la moyenne UE, il n'en est pas de même pour *le marché intérieur* qui connaît une différence de 10 points entre le taux de sondés l'ayant cité au niveau du Luxembourg (28%) et dans la moyenne européenne (18%), ainsi que la *politique étrangère européenne* dont la différence des taux est de 11 points entre le taux luxembourgeois (27%) et la moyenne UE (16%). Pour des domaines comme *la lutte contre l'insécurité* et *les questions sociales*, ils se positionnent comme des aspects à accentuer plus fortement dans la moyenne des pays européens, qu'au Luxembourg. Ainsi, *la lutte contre l'insécurité* obtient 4 points de plus pour la moyenne européenne et *les questions sociales*, 6 points de plus pour cette même moyenne.

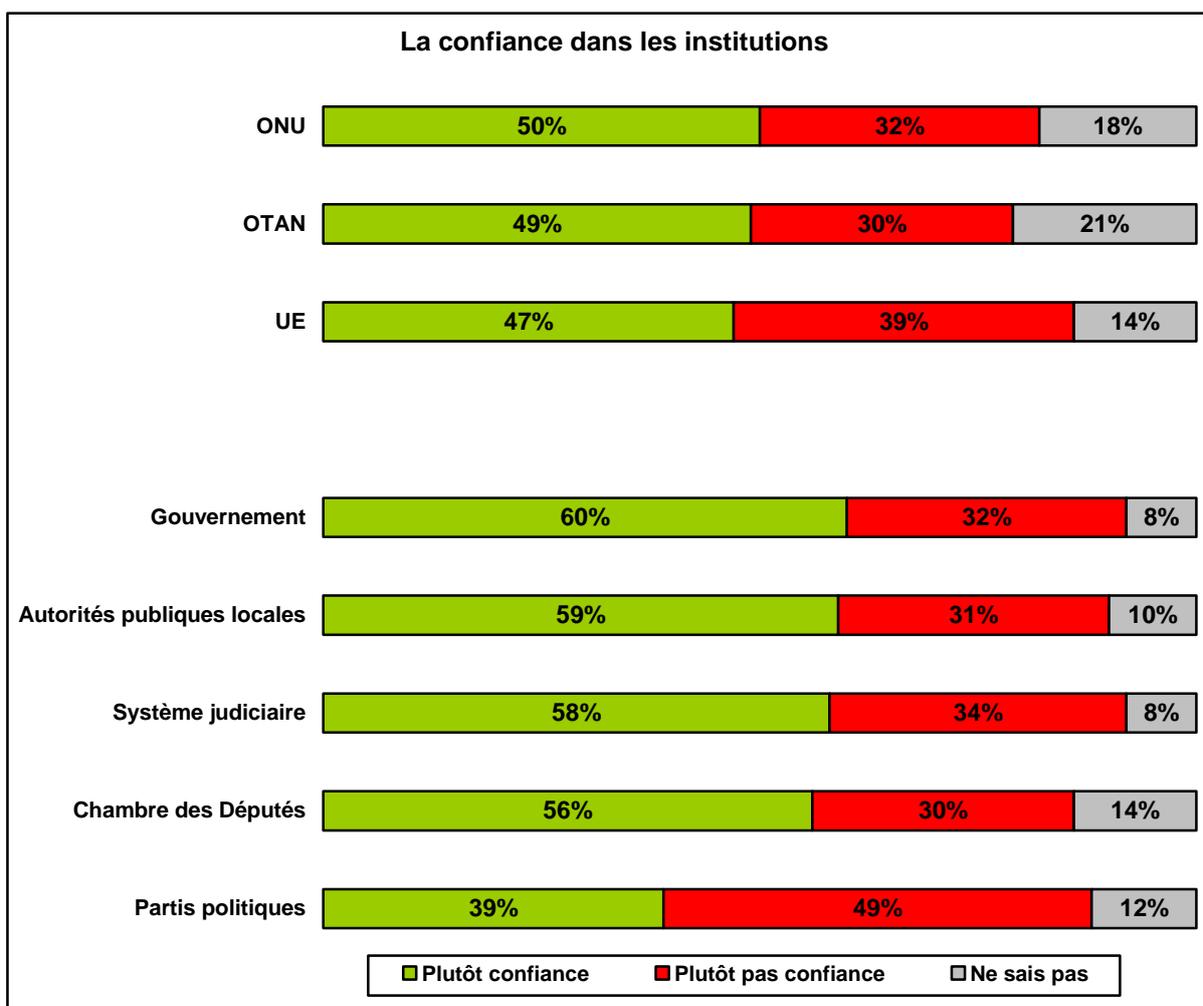
Le Luxembourg s'aligne sur la moyenne des pays européens pour ce qui concerne *la solidarité envers les pays les plus pauvres* (respectivement 20% chacun).

Notons un très faible écart entre les sondés du Luxembourg et la moyenne européenne en ce qui concerne trois domaines : *la politique européenne de défense* (LU : 15% ; UE : 14%), *la recherche scientifique*, (LU : 13%; UE : 15%) et *la politique européenne de l'éducation*, (LU : 18%; UE : 13%). Enfin, tant au niveau européen, que luxembourgeois, le taux de sondés est assez faible pour ce qui est de *la politique culturelle* (LU : 3%; UE : 6%).

III. La confiance accordée aux institutions et à l'Union européenne

La moitié des résidents du Luxembourg accordent leur confiance aux institutions européennes ainsi que dans l'UE, et ils se disent, dans une assez grande majorité, confiants vis-à-vis des institutions luxembourgeoises, sauf en ce qui concerne les partis politiques. Mais cette tendance est générale au niveau européen.

III.1. Les institutions nationales, internationales et l'Union européenne

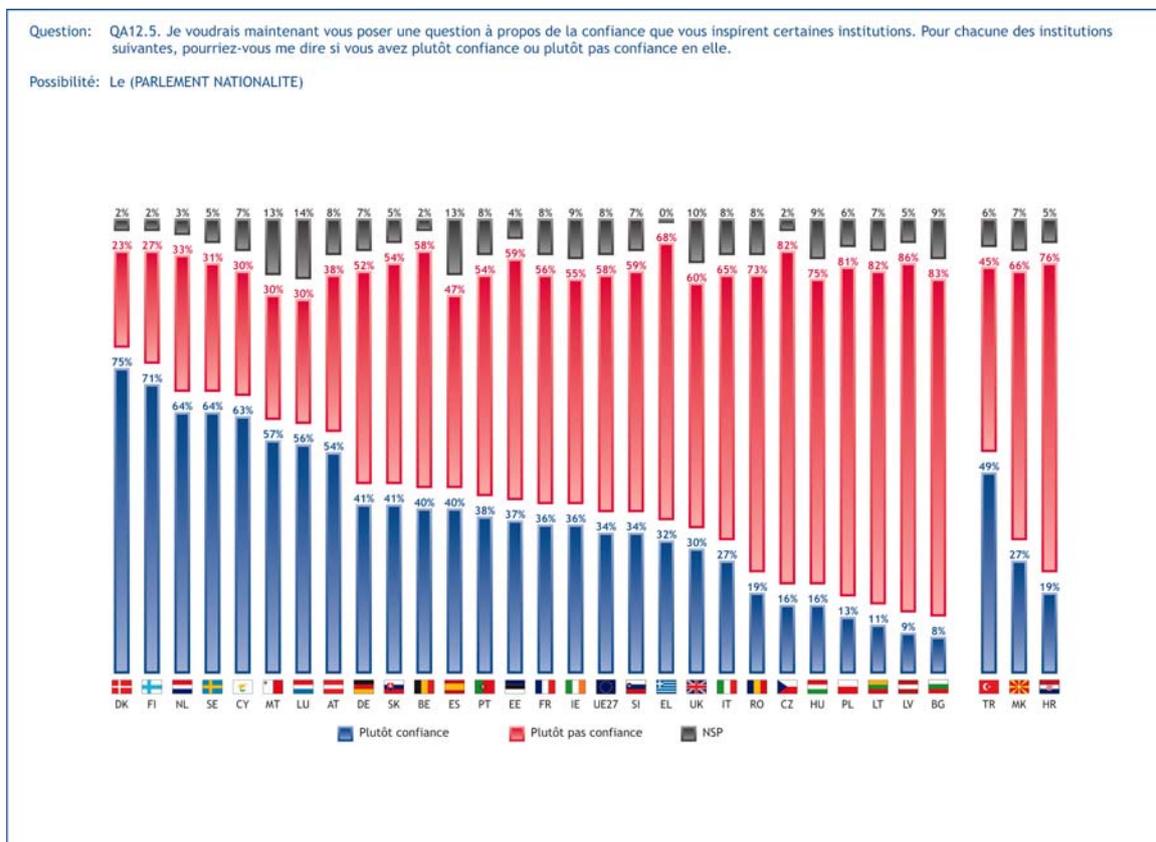


En ce qui concerne la confiance que les interrogés résidents du Luxembourg accordent aux institutions nationales par rapport aux institutions européennes/internationales, on peut noter un taux accru de confiance pour les premières, pouvant être expliqué, en partie, par une logique de proximité. Ainsi, les taux de confiance vis-à-vis des institutions européennes/internationales se situent aux alentours des 50% : pour l'ONU 50%, l'OTAN 49% et l'UE 47%. Pour celles-ci, remarquons, que, par rapport au printemps 2008, il y a une baisse du taux de sondés se disant plutôt confiants, ainsi une perte de 8 points vis-à-vis de l'UE (EB 69.2 : 55%). On peut faire la même constatation pour la confiance vis-à-vis de l'ONU (EB 69.2 : 58%). Ajoutons cependant que cette perte de points n'a pas alimenté les sceptiques (*plutôt pas confiance*), puisqu'en ce qui concerne cette méfiance accordée à l'UE, elle connaît une augmentation limitée à trois points, passant pour l'EB 69.2 de 36% à 39% pour l'EB 70.1. L'ONU obtient 4 points de plus pour l'EB 70.1 que pour l'EB 69.2 : le taux passe de 28% à 32% pour ceux se déclarant *plutôt pas confiant* vis-à-vis de cette institution. L'OTAN rassemble un peu moins de sondés de cet avis avec un taux de 30%. Notons enfin que les points perdus des

sondés confiants se retrouvent en partie dans la réponse *ne sais pas* : ainsi le taux passe de 9% à 14% vis-à-vis de l'UE entre l'EB 69.2 et l'EB 70.1 et vis-à-vis de l'ONU de 14% à 18%.

Lorsque l'on aborde les institutions luxembourgeoises, les sondés résidents au Luxembourg se disent, en général et dans une assez grande majorité, confiants vis-à-vis de ces dernières, sauf en ce qui concerne les partis politiques. Le Gouvernement jouit ainsi d'une confiance de la part de 60% des sondés, se plaçant ainsi en première position (55% au printemps 2008) ; avec 59%, on trouve ensuite les autorités publiques locales; le système judiciaire avec 58% et la Chambre des Députés avec 56%. Les partis politiques ne bénéficient pas d'une grande confiance, puisqu'avec 39% (UE : 20%) de sondés s'étant déclarés confiants vis-à-vis de ceux-ci, ils se positionnent largement les derniers dans le degré de confiance.

En effet, près de la moitié (49%) des sondés résidents au Luxembourg répondent n'avoir *plutôt pas confiance* en les partis politiques, et ce taux apparaît encore bien faible si on le compare à la moyenne européenne, qui est de 75%. Avec plus d'un tiers de sondés qui déclare n'avoir *plutôt pas confiance* (34%), le système judiciaire prend la deuxième place du classement, mais se positionne encore en-dessous de la moyenne européenne, qui est de 47%. La Chambre des députés, les autorités publiques locales et enfin le Gouvernement arrivent ensuite avec des taux respectifs de 30%, 31% et 32%.

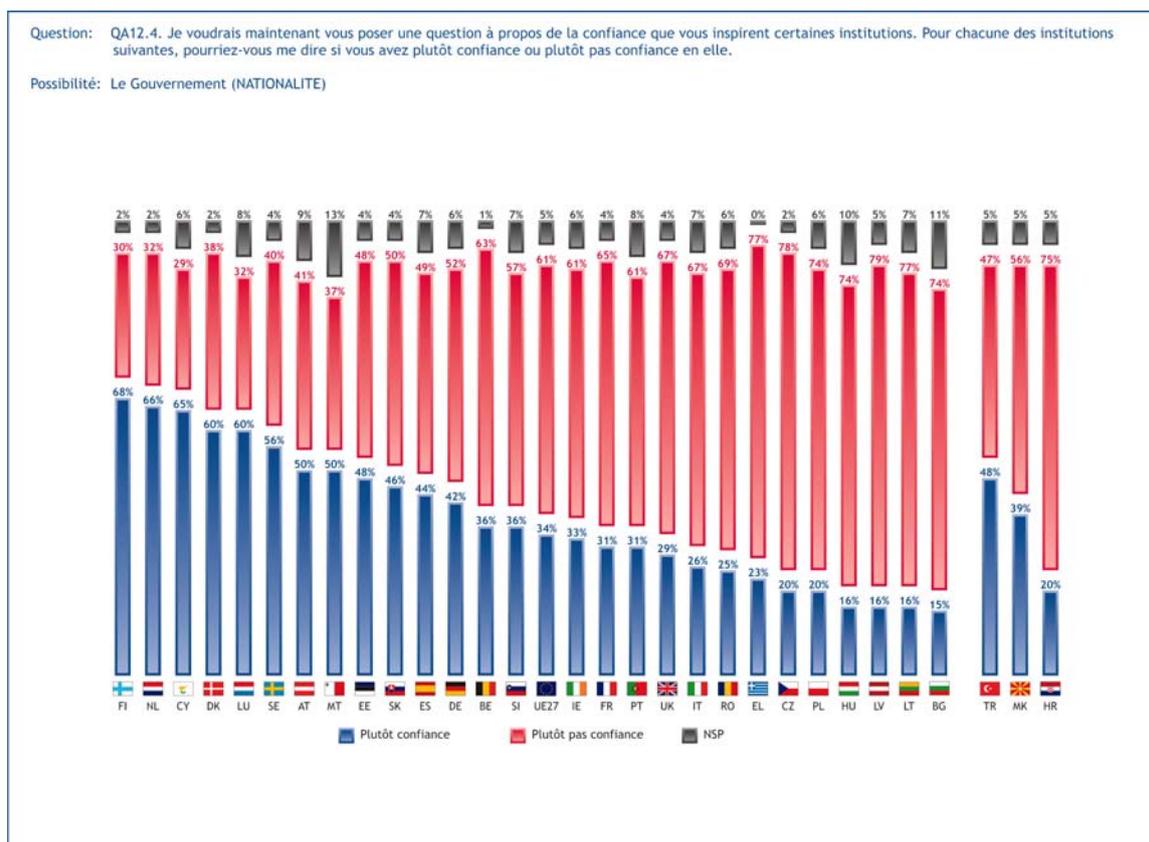


En ce qui concerne la confiance accordée à la Chambre des Députés luxembourgeoise ou aux Parlements nationaux respectifs, nous observons une stabilité du taux de confiance par rapport à l'Eurobaromètre de printemps 2008.

À la tête du classement des pays possédant un taux élevé de sondés faisant *plutôt confiance* à leur Parlement, nous trouvons loin devant le Danemark (75%) et la Finlande (71%), les Pays-Bas et la Suède (64% ex aequo), puis Chypre (63%) et Malte (57%). On trouve beaucoup moins de sondés faisant *plutôt confiance* à leur Parlement en Bulgarie (8%), en Lettonie (9%), en Lituanie (11%) et en Pologne (13%). Les pays qui sont *plutôt pas confiants* sont principalement les pays de l'Est : la Lettonie (86%), la Bulgarie (83%), la Lituanie et la République Tchèque (82% ex aequo) et la Pologne (81%).

Au Luxembourg, 56% des résidents ont *plutôt confiance* en leur Chambre des Députés (UE : 34%), contre 30% n'ayant *plutôt pas confiance*, (UE : 54%).

On peut remarquer une formation, parmi les pays de l'UE, de trois vagues de taux de confiance se différenciant entre elles, par au moins 8 points et au plus 13 points. Pour ce qui est de la position du Luxembourg et de ses voisins, dans la vague des taux les plus élevés (entre 75% et 54%), nous trouvons le Luxembourg (56%), dans la vague intermédiaire (entre 41% et 27%), l'Allemagne (41%), la Belgique (40%), la France (36%) et aussi le Portugal (38%). Aucun des voisins du Luxembourg ne se positionne dans la dernière vague des taux les plus bas de sondés confiants (moins de 19%).



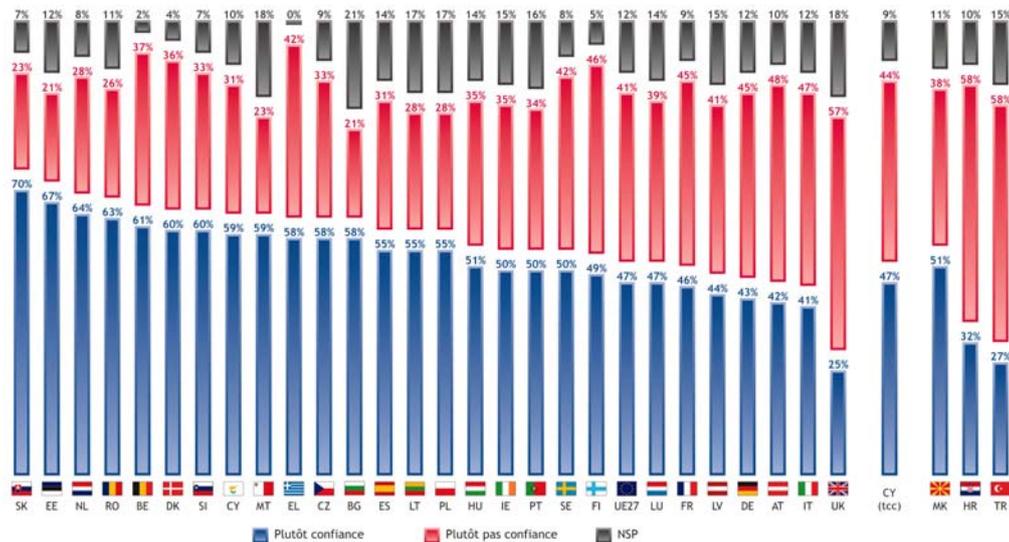
Dans l'analyse de la confiance accordée aux Gouvernements nationaux, on peut remarquer des similitudes avec les résultats des Parlements nationaux.

La moyenne UE des pays plutôt confiants en leur Gouvernement s'élève à 34% contre 61% plutôt pas confiants. Les pays les plus confiants sont la Finlande (68%), les Pays-Bas (66%) et Chypre (65%) qui se situent juste devant le Danemark et le Luxembourg (60% ex aequo). On remarque un taux relativement faible de sondés confiants en Bulgarie (15%), en Lituanie, en Lettonie et en Hongrie (respectivement 16% chacun). Les taux de sondés confiants de nos voisins sont, pour l'Allemagne de 42%, de 36% pour la Belgique et de 31% pour ce qui est de la France, à noter le même pourcentage pour les sondés du Portugal.

Parmi les pays ayant obtenu les taux les plus élevés de sondés disant n'avoir *plutôt pas confiance* en leur Gouvernement, nous trouvons pour la plupart des pays de l'Est : la Lettonie (79%), la République Tchèque (78%), ainsi que la Grèce et la Lituanie (77% pour chacun). Notons tout de même que le taux de sondés se déclarant non confiants vis-à-vis de leur Gouvernement est de 65% en ce qui concerne la France, de 63% pour la Belgique et de 52% pour les sondés d'Allemagne, soit pour chacun, plus de la moitié de leurs sondés.

Question: QA12.6. Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.

Possibilité: L'Union européenne



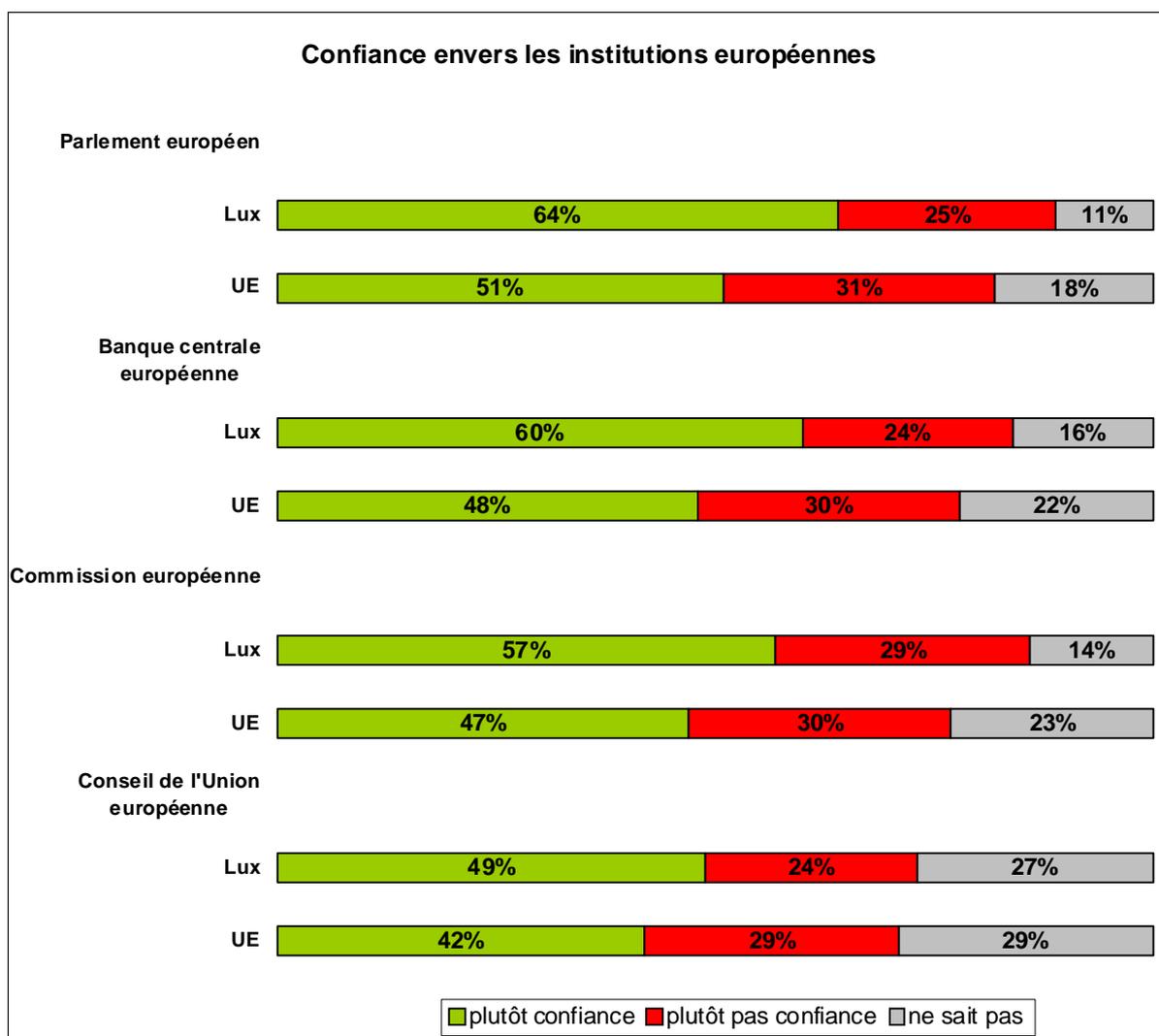
En comparaison avec les autres pays européens, le Luxembourg, avec 47% de sondés accordant leur confiance à l'UE (UE : 47%), contre 39% de sondés se déclarant *plutôt pas confiance* (UE : 41%), s'aligne sur la moyenne européenne. Nous observons toutefois une baisse dans le taux de confiance de 8 points par rapport à l'Eurobaromètre de printemps 2008.

Parmi les pays comptant les taux de sondés confiants les plus élevés vis-à-vis de l'UE, nous trouvons certains nouveaux adhérents de l'UE : la Slovaquie (70%), l'Estonie (67%), la Roumanie (63%) et tout de même les Pays-Bas (64%). Dans le sens inverse, les pays obtenant les taux les plus bas de sondés se disant confiants vis-à-vis de l'UE sont, tout particulièrement, le Royaume-Uni (25%), ainsi que l'Italie (41%), l'Autriche (42%) et l'Allemagne (43%).

L'euroscépticisme concerne surtout le Royaume-Uni avec plus de la moitié des sondés n'ayant *plutôt pas confiance* en l'UE (57%), viennent ensuite l'Autriche (48%) et l'Italie (47%).

Par rapport à ses voisins, le Luxembourg présente des similitudes avec la France où 46% des sondés se déclarent plutôt en confiance vis-à-vis de l'UE et l'Allemagne, avec un taux de 43%. La Belgique se place parmi les pays les plus confiants vis-à-vis de l'UE avec un taux allant jusqu'à atteindre 61%.

III. 2. Les institutions européennes



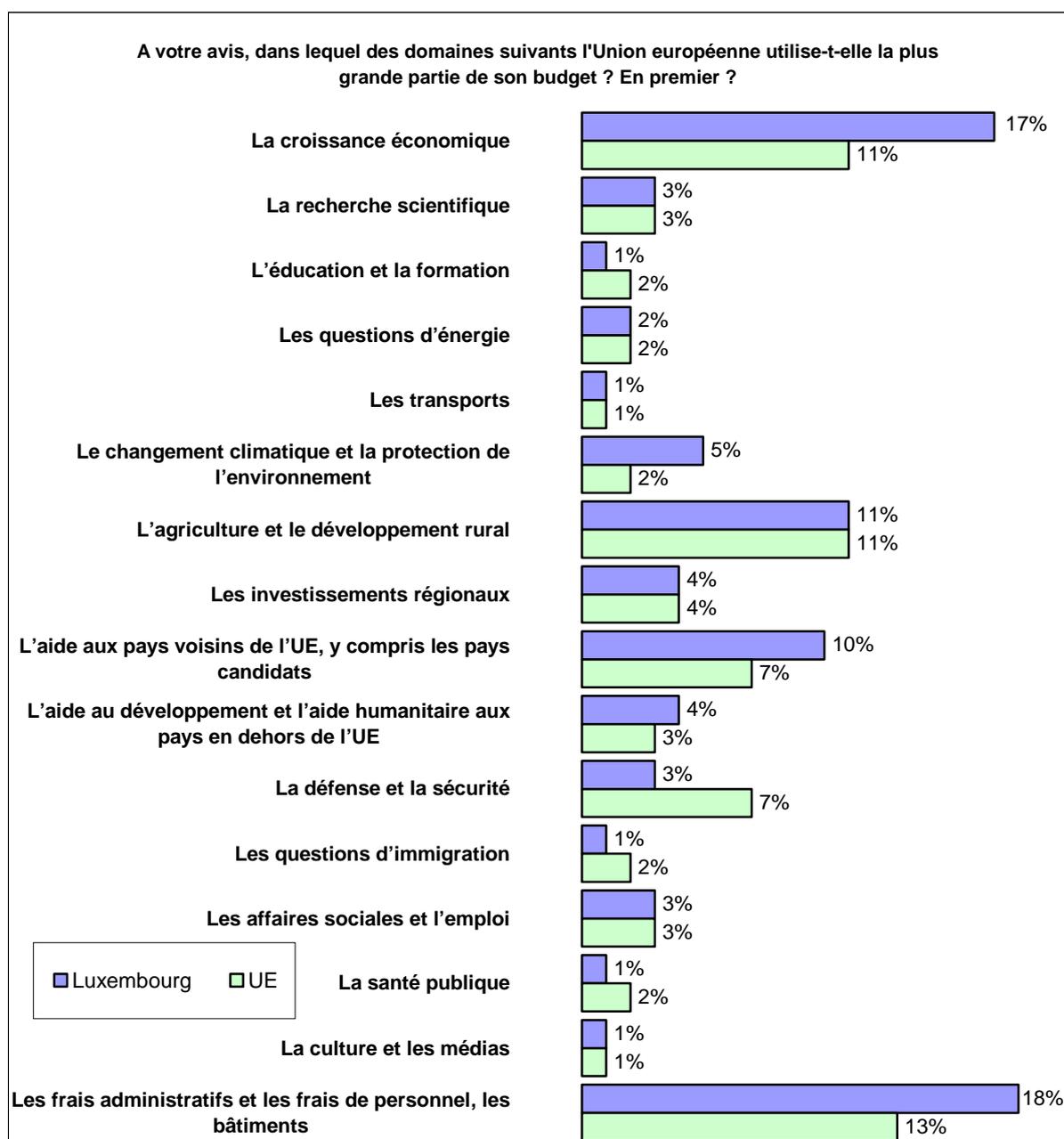
La confiance accordée aux institutions européennes est, et continue à être, de façon générale, supérieure au Luxembourg par rapport à la moyenne européenne. Au Luxembourg, le Parlement européen (64%) devance la Banque Centrale européenne (60%), tout comme dans la moyenne européenne (respectivement 51% et 48%). La Commission européenne bénéficie d'une plus large confiance de la part des résidents du Luxembourg (57%) que la moyenne européenne (47%). Le taux de sondés exprimant une méfiance (*plutôt pas confiance*) vis-à-vis de la Commission européenne rassemble près d'un tiers de sondés au Luxembourg (29%), tout comme dans la moyenne UE (30%). Enfin, le Conseil de l'UE se positionne en dernière place des marques de confiance : près de la moitié des habitants du Luxembourg tout de même lui font *plutôt confiance* (49%); ce taux baisse à 42% pour ce qui est du taux moyen européen. Au Luxembourg, 24% de sondés disent n'avoir *plutôt pas confiance* (UE : 29%).

Il importe de souligner aussi que la tendance à la baisse de confiance est régulière depuis le printemps 2007 et ceci vis-à-vis de toutes les institutions européennes tant au niveau luxembourgeois qu'au niveau de la moyenne européenne.

IV. Thèmes politiques

Pour les résidents du Luxembourg, *les frais administratifs et de personnel, les bâtiments* (18%) ainsi que *la croissance économique* (17%) constituent, sans conteste, les postes les plus importants des dépenses du budget de l'Union européenne. Les résidents du Luxembourg considèrent d'autre part à 22%, que la vitesse actuelle de la construction européenne est « moyenne », en se positionnant davantage sur le quatrième stade d'une échelle de 7. C'est également ce stade 4 que les interrogés choisissent en plus grande majorité (22%) afin de représenter la vitesse de la construction européenne qu'ils souhaiteraient. Enfin, pour une moyenne des pays européens, de grands écarts entre les niveaux supérieurs de vitesse de construction perçue, d'une part, (5%) et souhaitée, de l'autre, (15%), reflètent une tendance assez significative à vouloir davantage que la vitesse de construction européenne accélère que celle que l'on perçoit actuellement.

IV.1. Le budget de l'Union européenne

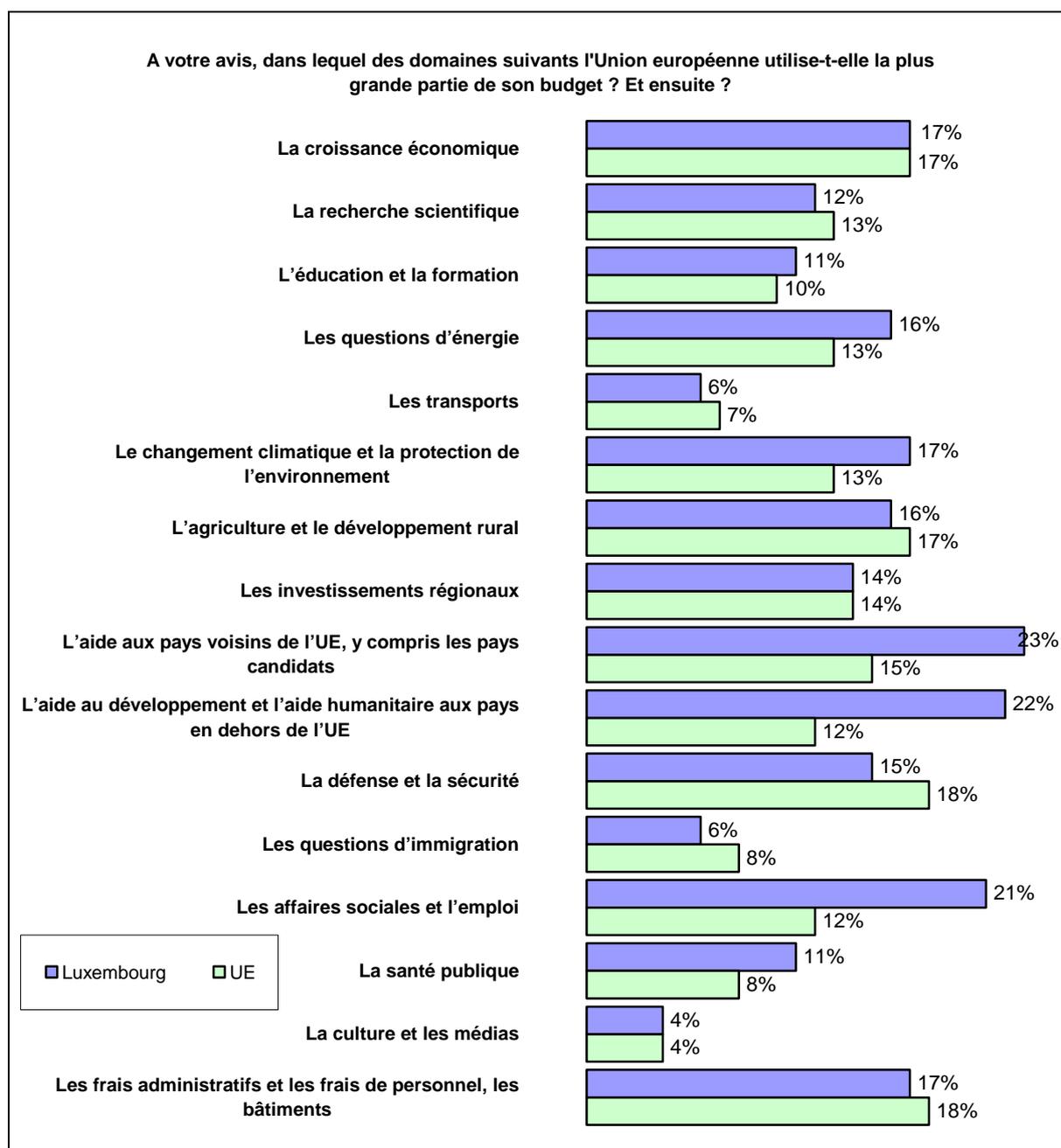


Selon une moyenne des pays européens, le budget de l'Union européenne est utilisé principalement dans les cinq domaines suivants : *les frais administratifs et les frais de personnel, les bâtiments* qui arrivent en première place, avec cependant un taux relativement faible de 13%. Ensuite, nous trouvons *l'agriculture et le développement rural, et la croissance économique* (11%) puis *l'aide aux pays voisins de l'UE, y compris les pays candidats, et la défense et la sécurité* (7%).

Si le choix des domaines est le même au niveau des sondés du Luxembourg, certains sont cités avec davantage de véhémence. Ainsi, selon les résidents du Luxembourg, le budget de l'Union européenne est aussi principalement dépensé dans quatre domaines principaux : *les frais administratif et les frais de personnel, les bâtiments* (18%), *la croissance économique* (17%) *l'agriculture et le développement rural* (11%) et *l'aide aux pays voisins de l'UE, y compris les pays candidats* (10%) .

Parmi les domaines le moins souvent cité par les résidents du Luxembourg, on trouve : *le changement climatique et la protection de l'environnement* (LU : 5%, UE : 2%), *les investissements régionaux* (LU : 4%, UE : 4% , *l'aide au développement et l'aide humanitaire aux pays en dehors de l'UE* (LU : 4%, UE : 3%), enfin *les affaires sociales et la recherche scientifique* (LU : 3%, UE : 3%) .

Les domaines les moins cités dans les dépenses du budget UE concernent *l'éducation et la formation* (LU : 1%, UE : 2%), *les questions de l'immigration* (LU : 1%, UE : 2%) et *la santé publique* (LU : 1%, UE : 2%). Enfin, les dernières places sont attribuées aux *transports* ainsi qu'à *la culture et les médias* (LU : 1%, UE : 1%).



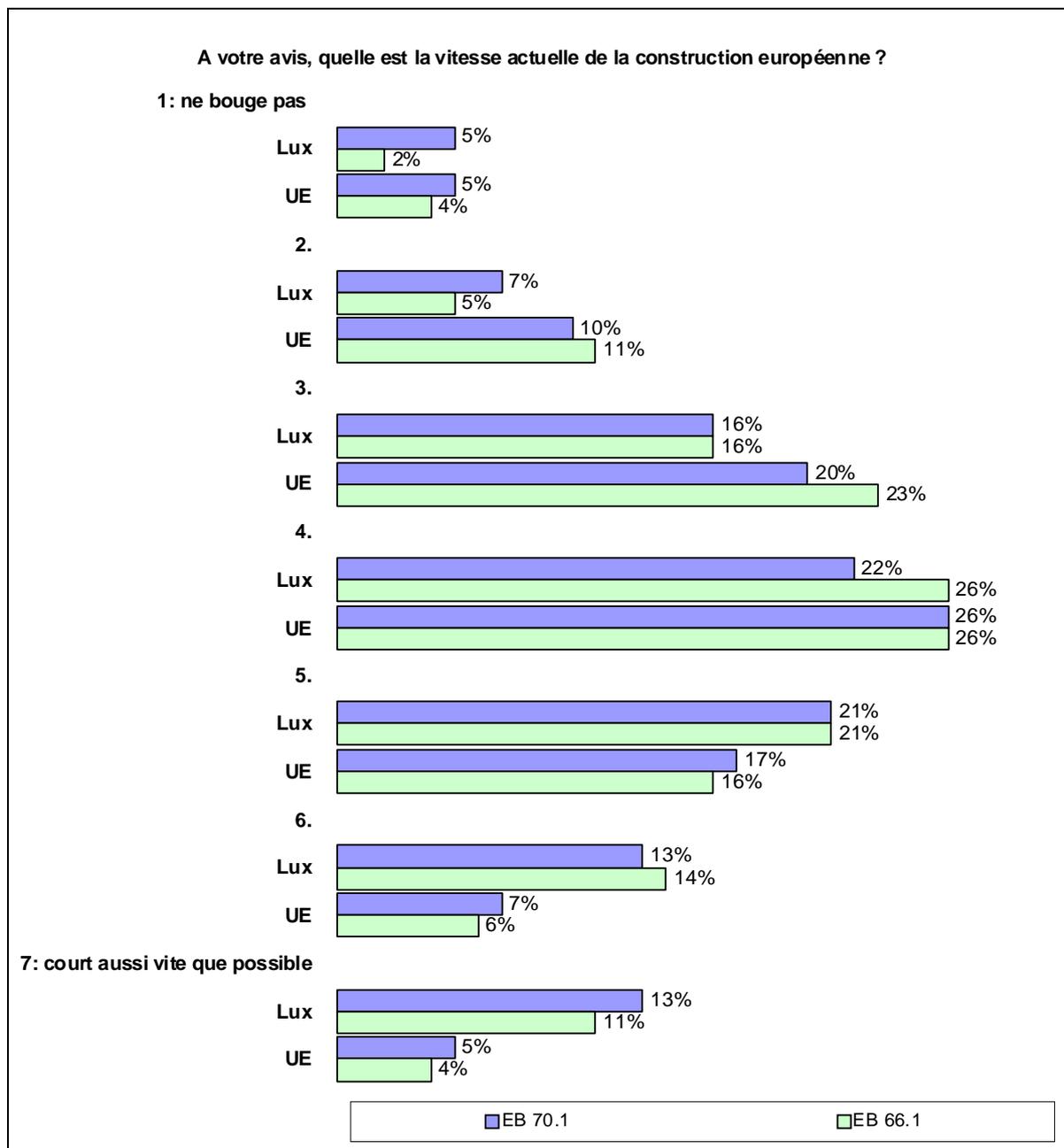
A la question de savoir quels sont, d'après les sondés, les autres domaines pour lesquels l'UE utilise la plus grande partie de son budget, on remarque que les taux se resserrent dans la moyenne UE, et que l'on ne peut pas vraiment parler de domaines prédominants. On note cependant que sont cités plus souvent : *la défense et la sécurité*, et *les frais administratif et les frais de personnel, les bâtiments* (18%), *l'agriculture et le développement rural* et *la croissance économique* (17%), et *l'aide aux pays voisins, y compris les pays candidats* (15%). En ce qui concerne les sondés au Luxembourg, les trois domaines les plus souvent cités sont : *l'aide aux pays voisins, y compris les pays candidats* (23%), *l'aide au développement et l'aide humanitaire aux pays en dehors de l'UE* (22%), et *les affaires sociales et l'emploi* (21%). On note une différence de 10 points entre le pourcentage au Luxembourg pour *les affaires sociales et l'emploi* (21%) et la moyenne UE (12%), ainsi que pour *l'aide au développement et l'aide humanitaire aux pays en dehors de l'UE* (LU : 22%, UE : 12%). *L'aide aux pays voisins, y compris les pays candidats*, présente quant à elle, une différence de 8 points (LU: 23%, UE: 15%).

Viennent ensuite, toujours selon les résidents du Luxembourg, le changement climatique et la protection de l'environnement (17%), avec 4 points de plus que pour la moyenne UE (13%), les

questions d'énergie (16%), citées avec 3 points de plus que dans la moyenne UE (13%) et l'agriculture et le développement rural (LU : 16%, UE : 17%).

Il est intéressant de souligner, enfin, que les trois domaines revenant aussi bien au niveau des sondés du Luxembourg que de la moyenne UE sont : les transports (LU : 6%, UE : 7%), les questions d'immigration (LU : 6%, UE : 8%) et encore et toujours la culture et les médias (LU : 4%, UE : 4%).

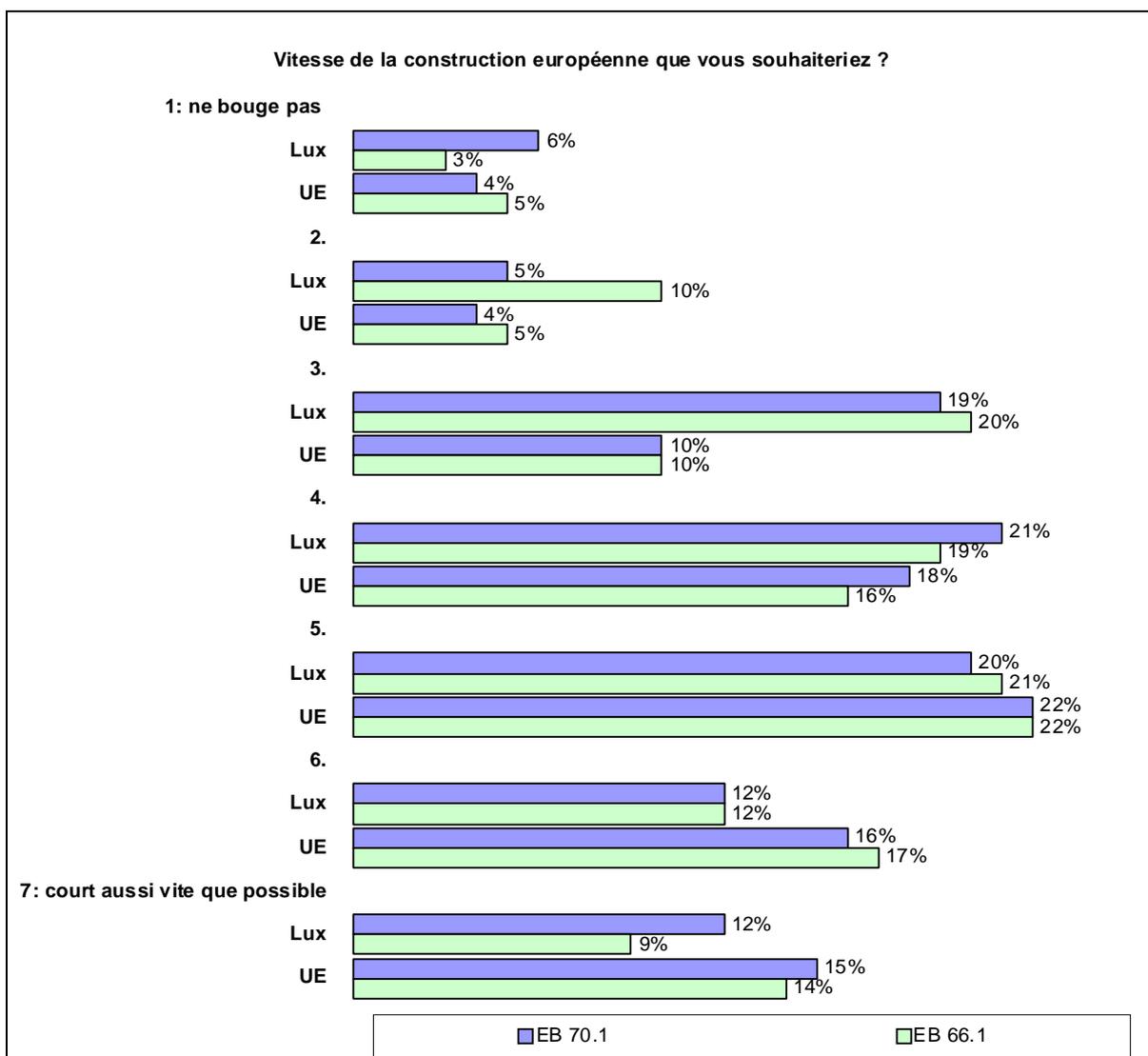
IV.2. La construction européenne



La perception de la construction européenne se situe en moyenne, aussi bien au niveau du Luxembourg qu'au niveau européen, au stade 4 sur une échelle allant jusqu'à 7, avec 22% pour les résidents du Luxembourg et 26% pour la moyenne UE. Si l'on compare ces taux à ceux de l'automne 2006 (EB 66.1), on peut noter qu'il n'y a pas eu de variation en ce qui concerne la moyenne UE, mais bien une baisse de 4 points au Luxembourg. Les résidents du Luxembourg positionnent ensuite la construction européenne au stade 5 à 21% (sans changement avec l'EB 66.1), alors que la moyenne européenne la situe au stade 3 (20% pour l'EB 70.1, 23% pour l'EB 66.1). Ce qui laisse entrevoir que le Luxembourg considère la vitesse de construction européenne plus rapide que la moyenne des pays

européens. Les stades 3 et 6 obtiennent, dans une relative similitude, les mêmes résultats : 13% positionnent la construction européenne au niveau du Luxembourg dans le stade 6 et 16% dans le stade 3, par rapport à l'EB 66.1.

Notons également que le taux de sondés ayant estimé que la construction européenne ne bougeait pas et qui, de ce fait, la positionne au stade premier et deuxième, est de 12% (stade 1 + 2) au Luxembourg, (UE : 15%). Pour l'EB 66.1, le taux du Luxembourg était de 7% (- 5 points) et de 15% pour l'UE (pas de variation des taux). Les stades 6 et 7 réunis comptent 26% d'interrogés au Luxembourg et 12% dans la moyenne UE. Si l'on met ces résultats côte à côte avec ceux du stade 1 et 2 réunis, nous pouvons constater que la moyenne UE a plutôt tendance à situer la vitesse de construction de l'UE dans un stade de relative inertie (15% pour les stades 1 et 2 contre 12% pour les stades 6 et 7), alors que le Luxembourg continue d'avoir une vision plus dynamique de cette construction (12% pour les stades 1 et 2 contre 26% pour les stades 6 et 7) : soit le double d'adhérents pour les deux stades les plus élevés. Ajoutons enfin que le pourcentage au niveau du Luxembourg est bien plus élevé que la moyenne européenne lorsqu'il s'agit de positionner la construction européenne au stade 7 (13% contre 5 %). Ce taux est ainsi près de trois fois supérieur à celui de la moyenne des pays européens.



Pour ce qui est de la vitesse de la construction européenne que les sondés souhaiteraient, c'est également à 40% que ces derniers citent les stades 4 et 5 dans la moyenne des pays européens, et à 41% pour les résidents du Luxembourg. Le stade 3 rassemble ensuite 19% des sondés de Luxembourg (UE : 10%, soit 9 points de moins) ; on ne note pas ici de variation significative avec les

taux de l'EB 66.1. Les différences entre l'EB 66.1 et l'EB 70.1 ne sont pas non plus significatives en ce qui concerne le stade 6, puisqu'il réunit encore pour Luxembourg 12% de ses sondés et 16% dans la moyenne UE (17% pour l'EB 66.1).

Par contre, on peut remarquer une variation un peu plus parlante pour les stades 1 et 2. En effet, 6% des sondés du Luxembourg (UE : 4%) souhaiteraient que la vitesse de la construction européenne ne bouge pas (stade 1). Alors qu'en automne 2006, le stade 2 réunissait 10% des sondés du Luxembourg, ce taux est divisé par deux en automne 2008, passant de 10% à 5%. La moyenne UE ne varie que très légèrement, passant de 5%, en automne 2006, à 4% en automne 2008.

Près d'un tiers des résidents du Luxembourg souhaiteraient que la vitesse de construction européenne se positionne aux stades 6 (12%) et 7 (12%), la moyenne UE étant de 16% pour le stade 6 et de 15% pour le stade 7.

Finalement, si l'on compare les deux tableaux (« Vitesse actuelle de la construction européenne » et « Vitesse de la construction européenne que vous souhaiteriez »), on constate clairement une hausse des taux de sondés dans la moyenne UE, pour les stades 6 et 7. Ainsi, si le Luxembourg maintient, entre les deux tableaux, des taux relativement similaires en ce qui concerne l'EB 70.1, il n'en est pas de même pour la moyenne des pays européens, puisqu'en effet, entre la vitesse de construction perçue et celle souhaitée pour le stade 6, on constate une différence de 9 points pour ce qui est de cet automne 2008. La différence s'accroît davantage pour le stade 7 : il rassemble trois fois plus de sondés souhaitant ce niveau de vitesse, que ceux la percevant seulement. Ainsi, la moyenne UE démontre par ces chiffres une tendance à vouloir que la construction européenne se fasse dans une cadence plus rapide que ce qu'elle ne démontre, ou, du moins, que celle que les interrogés perçoivent.

EUROBAROMETRE 70.1 SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 6 octobre et le 6 novembre 2008, TNS Opinion & Social, un consortium créé entre Taylor Nelson Sofres et EOS Gallup Europe, a réalisé la vague 70.1 de l'EUROBAROMETRE à la demande de la COMMISSION EUROPEENNE, direction générale de la communication, unité « Recherche et Analyse Politique ».

L'EUROBAROMETRE 70.1 couvre la population de 15 ans et plus - ayant la nationalité d'un des Pays membres de l'Union européenne - et résidant dans un des Pays membres de l'Union européenne. L'EUROBAROMETRE 70.1 a été conduit également dans les trois pays candidats (la Croatie, la Turquie et l'ancienne République yougoslave de Macédoine) et en Communauté turque chypriote. Dans ces pays, l'étude a couvert la population nationale et les citoyens de tous les Etats membres résidant dans ces pays et ayant une maîtrise de la langue nationale suffisante pour répondre au questionnaire. Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats participant à cette étude est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des pays participant à l'étude, selon les EUROSTAT-NUTS II (ou équivalent) et selon la distribution de la population habitant dans le pays en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont ensuite été sélectionnées par une procédure de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement (suivant la règle du "plus proche anniversaire"). Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée. En ce qui concerne la technique de collecte de données, le système CAPI (*Computer Assisted Personal Interview*) a été utilisé dans tous les pays où cela était possible.

ABREVIATIONS	PAYS	INSTITUTS	N° ENQUETES	DATES TERRAIN		POPULATION 15+	
	BE	Belgique	TNS Dimarso	1.002	10/10/2008	06/11/2008	8.786.805
	BG	Bulgarie	TNS BBSS	1.006	09/10/2008	20/10/2008	6.647.375
	CZ	Rép. Tchèque	TNS Aisa	1.026	06/10/2008	22/10/2008	8.571.710
	DK	Danemark	TNS Gallup DK	1.029	06/10/2008	02/11/2008	4.432.931
	DE	Allemagne	TNS Infratest	1.526	10/10/2008	02/11/2008	64.546.096
	EE	Estonie	Emor	1.000	10/10/2008	03/11/2008	887.094
	EL	Grèce	TNS ICAP	1.000	10/10/2008	02/11/2008	8.691.304
	ES	Espagne	TNS Demoscopia	1.000	09/10/2008	06/11/2008	38.536.844
	FR	France	TNS Sofres	1.027	06/10/2008	31/10/2008	46.425.653
	IE	Irlande	TNS MRBI	1.000	06/10/2008	31/10/2008	3.375.399
	IT	Italie	TNS Infratest	1.061	08/10/2008	24/10/2008	48.892.559
	CY	Rép. de Chypre	Synovate	503	08/10/2008	02/11/2008	638.900
	CY(tcc)	Com. turque chypriote	KADEM	500	07/10/2008	27/10/2008	143.226
	LV	Lettonie	TNS Latvia	1.002	10/10/2008	04/11/2008	1.444.884
	LT	Lituanie	TNS Gallup Lithuania	1.011	09/10/2008	28/10/2008	2.846.756
	LU	Luxembourg	TNS ILReS	500	06/10/2008	03/11/2008	388.914
	HU	Hongrie	TNS Hungary	1.002	10/10/2008	02/11/2008	8.320.614
	MT	Malte	MISCO	500	09/10/2008	03/11/2008	335.476
	NL	Pays-Bas	TNS NIPO	1.041	09/10/2008	05/11/2008	13.017.690
	AT	Autriche	Österreichisches Gallup-Institut	1.003	06/10/2008	28/10/2008	7.004.205
	PL	Pologne	TNS OBOP	1.000	11/10/2008	31/10/2008	32.155.805
	PT	Portugal	TNS EUROTESTE	1.000	11/10/2008	03/11/2008	8.080.915
	RO	Roumanie	TNS CSOP	1.053	07/10/2008	03/11/2008	18.246.731
	SI	Slovénie	RM PLUS	1.006	07/10/2008	04/11/2008	1.729.298
	SK	Slovaquie	TNS AISA SK	1.006	09/10/2008	26/10/2008	4.316.438
	FI	Finlande	TNS Gallup Oy	1.004	15/10/2008	06/11/2008	4.353.495
	SE	Suède	TNS GALLUP	1.002	13/10/2008	03/11/2008	7.562.263
	UK	Royaume-Uni	TNS UK	1.308	07/10/2008	02/11/2008	50.519.877
	HR	Croatie	Puls	1.000	08/10/2008	29/10/2008	3.734.300
	TR	Turquie	TNS PIAR	1.003	08/10/2008	05/11/2008	47.583.830
	MK	Anc. Rép. yougoslave de Macédoine	TNS Brima	1.009	07/10/2008	16/10/2008	1.648.012
	TOTAL			30.130	06/10/2008	06/11/2008	453.865.399

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT ou provenant des Instituts nationaux de Statistique. Pour tous les pays couverts par l'étude, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays le sexe, l'âge, les régions et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes UE), TNS Opinion & Social recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT ou les instituts nationaux de Statistique. Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessus.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

Pourcentages observés	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
Limites de confiance	± 1.9 points	± 2.5 points	± 2.7 points	± 3.0 points	± 3.1 points